

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/4

Juillet 2017

SOMMAIRE

Délibérations
Séance du 20 juillet 2017

Tome I page 001

Décisions
Séance du 20 juillet 2017

Tome I page 122

Arrêtés Réglementaires
Juillet 2017

Tome II page 227

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 20 juillet 2017**

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Henri DE VERBIZIER, Julie FRÊCHE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Exercice 2017 - Affectation des résultats 2016

L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Les résultats de l'exercice 2016 sont retracés dans la délibération en date du 22 juin 2017 portant adoption du Compte Administratif 2016.

Le résultat de clôture 2016 en fonctionnement est de 52 090 123.54 euros.

Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2017 :

- Pour 21 598 329.77 euros en section de fonctionnement
- Pour 30 491 793.77 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2016 de la section d'investissement est de 23 386 773.84 euros.
Il sera constaté sur l'exercice 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adopter l'affectation du résultat 2016 ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 49 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Henri DE VERBIZIER, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

Exercice 2017 - Création, modification et clôture d'Autorisations de Programme

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville de Montpellier a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élève à ce jour à 380 902 280 euros.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2017, il est proposé au Conseil municipal d'approuver :

- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2016I01 relative à la sécurisation du Carré Sainte Anne pour un montant de 430 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 930 000 euros
- La clôture de l'Autorisation de Programme n°2017I08 relative à la vidéosurveillance des abords des écoles pour un montant de 2 000 000 euros et le transfert des Crédits de Paiement correspondants dans l'Autorisation de Programme n°2017I07 mise en sureté des établissements scolaires

- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I07 relative à la mise en sureté des établissements scolaires pour un montant de 2 000 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 5 000 000 euros
- La création d'une Autorisation de Programme n°2017I09 pour les travaux de sécurisation de la serre amazonienne pour un montant de l'AP à 3 200 000 euros.
- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2014I05 relative à l'extension de la vidéosurveillance pour un montant de 100 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 2 040 000 euros
- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2013P04 relative à l'acquisition et aux travaux des archives pour un montant de 1 750 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 12 300 000 euros.
- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017P04 relative à l'extension Garosud pour un montant de 1 415 120 euros portant ainsi le montant de l'AP à 4 760 000 euros.

Le montant des autres Autorisations de Programme reste inchangé :

N°	Programme	AP
2013I02	2013I02 - RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 300 000.00
2013I03	2013I03 - CRECHE DES ARCEAUX	1 930 000.00
2013I04	2013I04 - RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	1 744 000.00
2013I05	2013I05 - MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000.00
2013I19	2013I19 - ZOO DU LUNARET	30 000 000.00
2013I22	2013I22 - PRU CEVENNES	15 386 970.00
2013I27	2013I27 - ACTION FONCIERE	30 185 600.00
2013I28	2013I28 - RAVALEMENT SUBVENTIONS	755 000.00
2013I30	2013I30 - PRU CENTRE	525 880.00
2013I31	2013I31 - PONT VIALLETON	2 020 000.00
2013I32	2013I32 - REHABILITATION CUISINE CENTRALE	2 000 000.00
2013P01	2013P01 - ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	6 733 756.00
2013P03	2013P03 - GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000.00
2013P12	2013P12 - AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC	12 203 718.00
2013P13	2013P13 - ZAC NOUVEAU ST ROCH	12 360 731.00
2013P16	2013P16 - EAI	41 020 000.00
2013P17	2013P17 - GARE ST ROCH	5 571 768.00
2013P20	2013P20 - ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING	17 000 000.00
2013P21	2013P21 - PONT ANDRE LEVY	8 018 730.00
2013P22	2013P22 - CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR SERM	4 761 335.00
2013P22	2013P22 - CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR SAAM	4 514 000.00
2014I01	2014I01 - ECOLES FIGUIER BERT HUGO	2 460 000.00
2014P02	2014P02 - ECOLE MALRAUX	10 630 000.00
2014P03	2014P03 - LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN ŒUVRE	800 000.00
2015I02	2015I02 - VESTIAIRE STADE GRAMMONT	1 150 000.00
2015P09	2015P09 - GROUPE SCOLAIRE OVALIE 2	12 000 000.00
2015P09	2015P09 - GROUPE SCOLAIRE OVALIE 2	552 000.00
2015P11	2015P11 - MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000.00
2015P19	2015P19 - PEYROU REFECTION SOLS	2 550 000.00
2015P20	2015P20 - GROUPE SCOLAIRE EUROMEDECINE	12 000 000.00

2015P20	2015P20 - GROUPE SCOLAIRE EUROMEDECINE	800 000.00
2015P22	2015P22 - OPERATION LAISSAC CONCEDANT	3 050 200.00
2015P23	2015P23 - LOCAUX POLICE MUNICIPALE	5 150 000.00
2015P23	2015P23 - LOCAUX POLICE MUNICIPALE	1 030 000.00
2016I02	2016I02 - ECOLE PAPE CARPANTIER	4 000 000.00
2016I03	2016I03 - TRAVAUX RENOVATION POLYGONE	1 460 733.00
2016I04	2016I04 - FRENCH TECH	953 989.00
2016P02	2016P02 - ANRU 2	532 500.00
2016P04	2016P04 - DEVANTURES COMMERCIALES	800 000.00
2016P05	2016P05 - AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	650 000.00
2016P06	2016P06 - CRECHE EAI	3 500 000.00
2016P07	2016P07 - CRECHE EAI	6 100 000.00
2016P08	2016P08 - BD NINA SIMONE PHASE 2	9 015 000.00
2016P09	2016P09 - INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 271 190.00
2016P10	2016P10 - INTERFACE HABITAT 3M SA3M	1 180 000.00
2017I02	2017I02 - AUTOMATISATION ACCES BAT SPORT	500 000.00
2017I03	2017I03 - BASCHY / VARENNES	985 300.00
2017I05	2017I05 - EXTENSION CRECHE T. SENTIS	600 000.00
2017I06	2017I06 - MISE EN SURETE ETABLISSEMENTS	1 000 000.00
2017P02	2017P02 - GS PORT MARIANNE	11 000 000.00
2017P02	2017P02 - GS PORT MARIANNE	865 000.00
2017P06	2017P06 - ENFOUISSEMENT LIGNES HAUTE	6 659 000.00
2017P12	2017P12 - AMENAGEMENT PLACE LAISSAC	1 805 000.00
2017P13	2017P13 - CONSTRUCTION HALLES LAISSAC	7 571 000.00
2017P14	2017P14 - GS 2021 ZAC RESTANQUE	11 000 000.00

Le montant des Autorisations de Programme s'élèvera ainsi au budget supplémentaire 2017 à 387 797 400 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2016I01 relative à la sécurisation du Carré Sainte Anne pour un montant de 430 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 930 000 euros ;
- approuver la clôture de l'Autorisation de Programme n°2017I08 relative à la vidéosurveillance des abords des écoles pour un montant de 2 000 000 euros et le transfert des Crédits de Paiement correspondants dans l'Autorisation de Programme n°2017I07 mise en sureté des établissements scolaires ;
- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I07 relative à la mise en sureté des établissements scolaires pour un montant de 2 000 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 5 000 000 euros ;
- approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2017I09 pour les travaux de sécurisation de la serre amazonienne pour un montant de l'AP à 3 200 000 euros ;
- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2014I05 relative à l'extension de la vidéosurveillance pour un montant de 100 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 2 040 000 euros ;

- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2013P04 relative à l'acquisition et aux travaux des archives pour un montant de 1 750 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 12 300 000 euros ;
- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017P04 relative à l'extension Garosud pour un montant de 1 415 120 euros portant ainsi le montant de l'AP à 4 760 000 euros ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

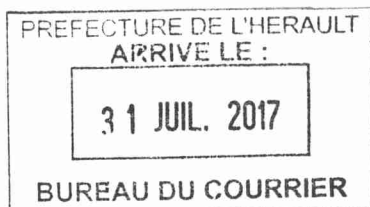
**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

Exercice 2017 - Budget Supplémentaire 2017 de la Ville de Montpellier

Depuis le vote du Budget Primitif 2017 adopté le 15 décembre 2016, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Le Budget Supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2016.

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 76 584 013.04 euros.

- **Section d'investissement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 48 913 541.27 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Dépenses d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2017
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	3 687 730.08	1 485 496.00	5 173 226.08

901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	736 788.95	- 112 300.00	624 488.95
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	3 121 733.42	3 874 083.50	6 995 816.92
903	CULTURE	1 362 052.76	550 500.00	1 912 552.76
904	SPORT ET JEUNESSE	678 614.53	685 000.00	1 363 614.53
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		20 000.00	20 000.00
906	FAMILLE	1 258 684.56		1 258 684.56
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	4 391 518.04	847 501.00	5 239 019.04
909	ACTION ECONOMIQUE	113 897.59		113 897.59
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		2 825 467.00	2 825 467.00
001	SOLDE D'INVESTISSEMENT REPORTE		23 386 773.84	23 386 773.84
Total		15 351 019.93	33 562 521.34	48 913 541.27

Chapitre	Recettes d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2017
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE		116 025.00	116 025.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT		199 260.00	199 260.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	8 246 000.00	- 15 917 700.96	- 7 671 700.96
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		30 735 813.77	30 735 813.77
913	TAXES NON AFFECTEES		324 551.00	324 551.00
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		3 805 100.00	3 805 100.00
95	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMO.		3 478 642.00	3 478 642.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		17 925 850.46	17 925 850.46
Total		8 246 000.00	40 667 541.27	48 913 541.27

- Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 27 670 471.77 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Dépenses de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2017
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	14 900.00	1 296 985.00	1 311 885.00

921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE		- 5 493.00	- 5 493.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	303 856.00	564 000.00	867 856.00
923	CULTURE	16 910.00	250 600.00	267 510.00
924	SPORT ET JEUNESSE	449 100.00	- 19 634.00	429 466.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANT	244 932.00	180 978.00	425 910.00
926	FAMILLE		- 12 336.00	- 12 336.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	3 200.00	- 37 676.69	- 34 476.69
929	ACTION ECONOMIQUE	8 200.00	175 000.00	183 200.00
931	OPERATIONS FINANCIERES		1 295 000.00	1 295 000.00
932	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		1 211 000.00	1 211 000.00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		3 805 100.00	3 805 100.00
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		17 925 850.46	17 925 850.46
Total		1 041 098.00	26 629 373.77	27 670 471.77

Chapitre	Recettes de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2017
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES		2 086 553.00	2 086 553.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		38 573.00	38 573.00
929	ACTION ECONOMIQUE		230 000.00	230 000.00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		1 336 625.00	1 336 625.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		2 380 391.00	2 380 391.00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		21 598 329.77	21 598 329.77
Total		-	27 670 471.77	27 670 471.77

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement ;
- approuver la constitution d'une provision pour créances irrécouvrables relative aux redevables en situation de liquidation ou redressement judiciaire pour un montant de 700 000 euros ;

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- BS 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

**ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 7 - Lot n°23C
"SMC LES VILLEGIALES / SAS COGIM"**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements

sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature des sociétés « SMC LES VILLEGIALES » et « SAS COGIM » pour le lot 23C de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Maîtres d'ouvrages : SMC LES VILLEGIALES /
7, rue Rouget de Lisle
30000 NIMES

SAS COGIM
Résidence Art Code
189, avenue Germaine Tillion
34070 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PC n°191 partie

Surface du lot : 4.340 m²

Nature du projet : 85 logements collectifs en accession libre

SDP envisagée : 5.210 m² en accession libre

SDP maximale autorisée : 5.470 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature des sociétés « SMC Les Villégiales » et « SAS COGIM », en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 85 logements collectifs dans la ZAC Ovalie,

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement
durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.



ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (Secteur sud)

Modalités d'information et de participation du public au titre du code de l'environnement (L.122-1-1 et suivants, R122-11 et L.123-19 et suivants)

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics dont, notamment, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, un poste de police municipale, un bassin d'orage et l'hôtel de ville de Montpellier inauguré le 12 novembre 2011.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

- le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers

le Lez, en apportant à un quartier urbanisé sans cohérence la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.

- l'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue Etienne Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6.000 m² de la place Georges Frêche, le nouvel Hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC, entrée en phase opérationnelle au printemps 2006, cette extension est aujourd'hui achevée.
- enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez ainsi que la réalisation récente des 3ème et 4ème lignes de tramway a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct de l'hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007. A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011.

Le 6 février 2012, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le principe de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

Ces modifications de périmètre entraînent une augmentation de surface de l'ordre de 0,4 hectares, soit en proportion un peu moins de 2% de surface supplémentaire, à l'échelle de la ZAC. Les modifications de périmètre ont eu pour conséquence une augmentation du programme prévisionnel de constructions de l'ordre de 10 000 m² de surface de plancher, portant la surface globale à 65 000 m² de surface de plancher.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour de l'hôtel de ville et sur l'ensemble de Port Marianne,
- renforcer l'urbanisation à proximité des 3 lignes de tramway qui desservent le secteur,
- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'avenue Germaine Tillion et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le pont André Lévy,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat,
- anticiper le renouvellement urbain des parcelles bâties situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité de l'Hôtel de ville et du tramway.

Dans ce contexte, l'étude d'impact initiale, modifiée à l'occasion de l'extension de la ZAC en 2012 et portant uniquement sur le secteur sud de la ZAC (autour de l'hôtel de ville) fait aujourd'hui l'objet, à l'occasion de l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC, de compléments comme le prévoit l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme.

En application du Code de l'Environnement, lorsqu'une décision d'octroi ou de refus d'autorisation d'un projet soumis à évaluation environnementale a été prise, l'autorité compétente en informe le public. La présente délibération a pour objectif de préciser les modalités d'information et de participation du public.

Cette mise à disposition du public s'appuiera sur plusieurs dispositifs :

1- En application de l'article L.122-1-1 et R.122-11 du Code de l'Environnement :

Les modalités de la mise à disposition, dont la durée ne peut être inférieure à 15 jours, doivent être définies par l'autorité compétente pour prendre la décision et portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition.

Ainsi, il est proposé de mettre le dossier comprenant l'étude d'impact à la disposition du public en Mairie de Montpellier aux heures d'ouverture du public et pour une durée au moins égale à 15 jours. Durant toute cette durée, le public pourra formuler ses observations sur un registre.

Huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, ces modalités seront portées à la connaissance du public par avis précisant la date à partir de laquelle le dossier sera tenu à sa disposition et la durée de cette mise à disposition, les lieux, jours et heures où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Cet avis sera publié :

- par voies d'affichage sur les lieux du projet ;
- dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
- sur le site internet de la commune ;

2- En application de l'ordonnance du 3 août 2016 sur la réforme des procédures destinée à assurer l'information du public et de l'article L.123.19 du Code de l'Environnement :

La participation du public par voie électronique se déroulera sur une durée qui ne pourra être inférieure à 30 jours. Le dossier soumis à la participation comprendra l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que le bilan de la concertation de la ZAC.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de la participation électronique, ces modalités seront portées à la connaissance du public par un avis précisant les coordonnées de l'autorité compétente pour prendre la décision et celles des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet, la décision pouvant être adoptée au terme de la participation, la date à partir de laquelle le dossier sera tenu à disposition du public ainsi que l'adresse du site internet sur lequel le dossier pourra être consulté et chacun pourra émettre ses observations.

Cet avis sera publié :

- sur le site internet de la commune,
- par un affichage à l'hôtel de ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités ci-dessus proposées de mise à disposition de l'étude d'impact de la ZAC et de l'ensemble des éléments visés aux l'article L.122-1-1, R122-11 et L.123-19 du Code de l'Environnement,
- d'autoriser le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

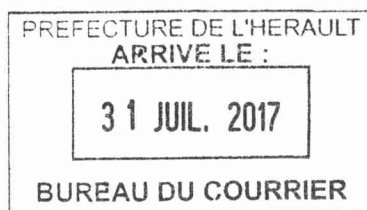
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.



ZAC Port Marianne - Rive Gauche
Agrément de candidature VASTINT HOSPITALITY B.V. (lot 7a)

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1.200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt a été achevée en 2014. Puis ont ensuite été entreprises en 2014 et 2015, les constructions des tranches 2 et 4 (lot 3, 5, 6, 8 et 9) qui ont été livrées en cours d'année 2017. Quant à la troisième tranche correspondant au lot 4 de la ZAC, elle a été mise en chantier en ce début d'année.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de VASTINT HOSPITALITY B.V. en vue de la cession du lot n°7a de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un hôtel sous l'enseigne Moxy.

- Dénomination du candidat : VASTINT HOSPITALITY B.V.

- Localisation : Section SC N° 195 ET SC 168 p

- Surface du lot : 1 208 m²,

- Nature du projet : Hôtel

- SDP envisagée : 5 136 m² SDP

- SDP maximale autorisée : 5 500 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la société VASTINT HOSPITALITY B.V., prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société VASTINT HOSPITALITY B.V. en vue de la réalisation d'un hôtel sur le lot 7a de la ZAC Port Marianne – Rive gauche,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 54 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

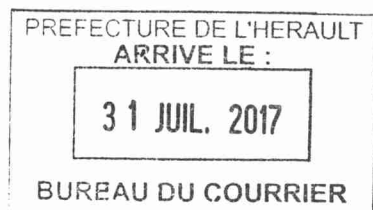
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.



ZAC Port Marianne - Rive Gauche Agrément de candidature ACM (lot 12)

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1.200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt a été achevée en 2014. Puis ont ensuite été entrepris, en 2014 et 2015, les constructions des tranches 2 et 4 (lot 3, 5, 6, 8 et 9) livrées en cours d'année 2017. Quant à la troisième tranche correspondant au lot 4 de la ZAC, elle a été mise en chantier en ce début d'année.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'A.C.M. en vue de la cession du lot n°12 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs sociaux et abordables.

- Dénomination du candidat : A.C.M.

- Localisation : Section SC N° 70 - 73 -178,

- Surface du lot : 1 670 m²,

- Nature du projet : 85 logements collectifs sociaux et abordables

- SDP envisagée : 6 795 m² SDP

- SDP maximale autorisée : 7 200 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la société A.C.M., prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société A.C.M., en vue de la réalisation d'environ 85 logements collectifs sociaux et abordables sur le lot 12 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Pour extrait conforme,
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 21 JUL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

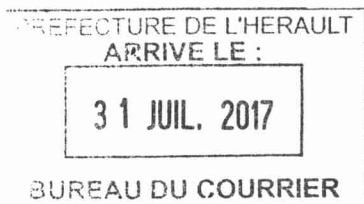
**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

**Protocole d'accord sur le Secteur Croix Lavit : Galéra/Puech Villa
Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée Métropole/ Société NITSBA
Télécom SA /Groupe immobilier ANGELOTTI/ACM Habitat Office Public de
l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole**

Le secteur Croix Lavit est situé au nord-ouest de la ville de Montpellier dans le quartier Hôpitaux Facultés. Il s'étend au nord de l'avenue des Moulins, entre la route de Ganges et l'avenue Hemingway jusqu'à la limite communale avec Grabels.

Ce morceau de ville se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène, marquée par la présence de nombreuses activités économiques tertiaires liées à sa vocation initiale (en partie la ZAC Euromédecine créée en 1968). Il accueille également des établissements de santé, d'enseignement supérieur, un équipement culturel avec le Domaine d'O mais aussi des logements individuels et collectifs.

Depuis quelques années, d'une part, ce secteur de la ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans la Métropole (centre d'hémodialyse, clinique Aider ...). Face à ces évolutions, la Ville a favorisé la création de logements collectifs afin de développer une mixité urbaine et sociale et répondre en partie aux forts besoins en logements exprimés sur le territoire communal. D'autre part, la position centrale dans le quartier d'opérations immobilières en cours de réalisation a été l'occasion d'initier des projets de requalification d'espaces publics avec, notamment, l'aménagement d'une place au cœur du quartier (rue Galéra/rue Croix Lavit).

Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une véritable mutation urbaine. Ce moment charnière semble opportun pour affiner les réflexions sur le devenir du secteur Croix Lavit et accompagner sa reconversion urbaine.

Par délibération n°2013/38 du 04/02/13 du Conseil municipal, reçue en préfecture de l'Hérault le 08/02/13, la Ville de Montpellier a instauré un périmètre d'études conformément aux dispositions de l'article L111-10 du Code de l'urbanisme.

Par décision n°2016/0393 du 24/11/16, reçue en préfecture de l'Hérault le 24/11/16, la Ville de Montpellier a confié l'intervention de renouvellement urbain sur ce secteur à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) à travers un mandat d'études signé le 23/01/17.

Aujourd'hui, le phénomène de mutation s'accroît, notamment avec le départ annoncé d'ici quelques années de France Telecom qui libère un terrain de près de 4 hectares au cœur du secteur Croix Lavit.

La société NITSBA TELECOM SA, est propriétaire de ce foncier, une parcelle bâtie, sise 11 rue du Puech Villa, cadastrée commune de MONTPELLIER sous les références cadastrales TK0044.

A ce titre, elle s'est rapprochée de la Ville de Montpellier souhaitant d'une part participer à ce processus de mutation urbaine et d'autre part en connaître les orientations et les prescriptions y afférentes. Dans ce contexte, il a été établi un partenariat avec les sociétés Groupe Immobilier ANGELOTTI et ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la mise en œuvre du futur programme immobilier.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de MONTPELLIER, la société NITSBA TELECOM SA, le groupe Immobilier ANGELOTTI et l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), se sont rapprochés et sont convenus à titre sommaire, dans le cadre du futur projet d'aménagement portant sur un terrain situé dans le périmètre d'études CROIX LAVIT à MONTPELLIER, et de la mise en œuvre d'un nouveau programme immobilier sur cette parcelle TK0044, sur les éléments décrits ci-dessous.

Les parties aboutissent à un accord portant principalement sur les axes suivants :

- 1) Le respect des objectifs et des grandes orientations du projet urbain du secteur Croix Lavit. Ces dernières sont de deux ordres et portent sur la conservation des vues sur le grand paysage du secteur et l'insertion du projet dans son environnement proche,
- 2) le respect des objectifs de programmation et faisabilité relatives à la parcelle TK44 soit principalement un objectif de Surface De Plancher de 36.000 m², un programme principalement à usage d'habitation et mixte comportant 30% de logements sociaux, 20% de logements abordables et 50% de logements libres, conformément au PLH,
- 3) les modalités de contribution financière aux équipements publics, s'appuyant en première approche, sur un ratio de l'ordre de 200€/m² de SDP à l'échelle des 36.000 m² constructibles,
- 4) la gouvernance du projet permettant sa mise en œuvre, placée sous l'égide de concertations avec le futur architecte en chef du secteur à différents stades du projet et la mise en place de comités de pilotage et de suivi,
- 5) le calendrier des études et des différentes étapes jusqu'au départ du locataire actuel ORANGE en place.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes du protocole d'accord intégrant l'ensemble des parties,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint au Maire délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 50 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Premier Adjoint**

Max LEVITA

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet protocole



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

**Développement et aménagement durable du territoire
Relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CRR)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme
(PLU) de la ville de Montpellier
Avis du Conseil municipal**

Au titre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole porte le projet de relocaliser le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, sis 13 avenue du Professeur Grasset.

Le CRR est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la culture et de la communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. Accueillant plus de 1 400 élèves, celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants et de formation préprofessionnelle des étudiants dans les domaines précités.

L'enseignement dispensé actuellement par le CRR se déroule principalement sur deux sites à Montpellier : le site de Lisbonne sis 14 rue Eugène Lisbonne (1 600 m² de surface utile) et le site de Candolle sis 3 rue Candolle (1 800 m² de surface utile). Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent très complexe aujourd'hui le développement de l'activité du CRR. Or, celle-ci est liée d'une part, à la dynamique démographique forte du territoire métropolitain, et d'autre part, aux prescriptions qu'impose la labellisation CRR, en matière d'élargissement des disciplines d'enseignement notamment.

Tenant compte de ce constat, et dans la perspective d'affirmer le CRR comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite doter cet équipement de nouveaux locaux recentrés, qui permettront de réunir l'ensemble des enseignements et pratiques musicales et chorégraphiques.

Les études préalables, menées par la Société publique locale « Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole » (SA3M), ont permis de conforter le choix d'implantation du futur CRR sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, situé au 13 avenue du Professeur Grasset, et de s'assurer que l'aménagement de cet îlot urbain pouvait aussi intégrer, notamment, la réalisation de deux programmes immobiliers.

Les études préalables ont, d'ores et déjà, mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de Montpellier applicables au site de l'ancienne maternité Grasset ne sont pas, aujourd'hui, compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet est donc subordonnée à une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, afin d'adapter les règles du document d'urbanisme de la Ville de Montpellier avec ce projet d'intérêt général.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de Plan local d'urbanisme (PLU), compétence qu'elle exerce en collaboration avec les Communes selon les modalités définies par la Charte de gouvernance du PLU.

Ainsi, par délibération du 28 juin 2017, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier concernant le projet de relocalisation du CCR, sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, fixant les modalités de collaboration, notamment entre la Ville et la Métropole, le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité est soumis lors de la présente séance, à l'avis du Conseil municipal préalablement à l'organisation de la phase d'examen conjoint.

Principalement, le dit dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier comporte :

- un dossier de déclaration de projet démontrant l'intérêt général du projet au sens de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme
- un dossier de mise en compatibilité du PLU de Montpellier

Les modifications apportées au PLU sont de deux ordres. Tout d'abord il s'agit d'une réduction d'une partie de l'espace boisé classé (EBC) existant au droit du site de projet. Deuxièmement, il est proposé d'intégrer le site de projet dans le sous-secteur 3U1-4, correspondant au secteur de la zone 3U1 dédié aux grands équipements publics de Montpellier et pouvant admettre une mixité d'occupation du sol.

En vertu de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le présent dossier sera notamment notifié, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 dudit code, afin que les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan fassent l'objet d'un examen conjoint donnant lieu à procès-verbal.

Il sera ensuite soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et qui portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.

A l'issue de l'enquête publique, la proposition de mise en compatibilité du PLU éventuellement modifiée pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, sera soumis à l'approbation du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, qui sera également compétent pour se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général du projet de relocation du CCR sur le site de l'ancienne Maternité Grasset.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- donner un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan local d'urbanisme, sur le dossier annexé à la présente délibération, ayant pour objet la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier, relativement au projet de relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CCR) sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, sis 13 avenue du Professeur Grasset ;
- autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRR dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND CŒUR
**Prolongation de l'aide communale à la requalification des devantures des locaux
d'activités du centre-ville de Montpellier**
(juin 2015 à juin 2021)

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain « Grand Cœur », la Ville de Montpellier a mis en place en 2012 une campagne d'aide à la requalification des devantures commerciales dans les secteurs de la ville constituant le cœur marchand et dont la qualité patrimoniale est reconnue.

Cette action a été validée par les délibérations n° 2012/184 du 29 mai 2012 et n° 2013/237 du 17 juin 2013.

Par délibération n°2015/151 du 7 mai 2015, le dispositif suivant est en vigueur :

- 50% de subvention les 2 premières années,
- 25% de subvention les 2 années suivantes,
- des primes, l'une pour la mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite, l'autre en cas de surcoût de travaux lié à un intérêt architectural spécifique à préserver ou à remettre en valeur,

- une assistance technique architecturale, consistant en une information personnalisée délivrée par un architecte-conseil.

L'animation du dispositif fait l'objet de partenariats avec la Chambre de commerce et d'industrie chargés de relayer l'information auprès des entrepreneurs, d'aider et de constituer les demandes de subvention des commerçants et artisans.

Pour améliorer les résultats de cette action, il est proposé de prolonger la subvention au taux de 50 % pendant 2 années supplémentaires, tout en conservant les 2 années suivantes au taux de 25 %. Ainsi les requalifications de devantures commerciales seront subventionnées :

- de juin 2015 à juin 2019 : 50 % d'aide de la Ville,
 - de juin 2019 à juin 2021 : 25 % d'aide de la Ville.
- Les autres éléments du dispositif sont inchangés.

Le règlement attributif de subventions joint en annexe est modifié en conséquence.

La dépense est inscrite au budget de la Ville, chapitre 908. Les subventions seront attribuées dans la limite des crédits alloués annuellement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la prolongation de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités,
- d'approuver le nouveau règlement attributif de subventions,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

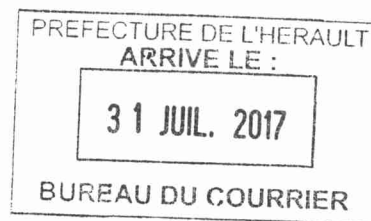
- Règlement attributif

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement
durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites jusqu'au 9 novembre 2015 en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

Les dossiers déposés avant le 9 novembre 2015 sont subventionnés à hauteur de 65 % (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC). A cela s'ajoute une subvention communale pour le surcoût de travaux d'intérêt architectural (TIA) ainsi qu'une prime pour les travaux liés à l'accessibilité (PMR).

Les dossiers déposés après le 9 novembre 2015 reçoivent une subvention unique de la Ville de Montpellier de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (hors subventions

spécifiques TIA et/ou PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, les subventions suivantes sont attribuables :

Dossier déposé avant le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 % et FISAC de 15 %	
SARL AUX LILAS , enseigne « BAR des LILAS », Gérant : Gultekin AYDOGDU 1 place Bouschet de Bernard Solde des 50 % de la subvention + primes complémentaires sur travaux de T.I.A. et P.M.R. 1 000 € de primes TIA et PMR, part Ville 3 000 € de subvention travaux (plafonnée), part Ville 900 € de subvention travaux (plafonnée) part Fisac	
Dossiers déposés après le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 %	
« SARL HYBRIDE » , Gérante : Mme Doriane MARQUERE 12 boulevard du Jeu de Paume	<i>Part FISAC :</i> 900, 00 € Montant total de la subvention : 4 900,00 €
6 000 € de subvention travaux (plafonnée)	Montant de la subvention : 6 000,00 €
SAS BLISS PROJECT « OFF WHITE » , Gérante : Mme Nelly SETA 8 rue du Petit Saint Jean 6 000 € de subvention travaux (plafonnée) 576 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.	Montant de la subvention : 6 576,00 €
« WEI SON » , Gérant : M. David SOMSY 4 rue d'Alger 2 541 € de subvention travaux 424 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.	Montant de la subvention : 2 965,00 €
SARL JCL « LA DILIGENCE » , Gérants : M. CHANEGUIER et M. LAVERGNE 2 place Pétrarque Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 7 384 €) : 2 880 € de subvention travaux 500 € de subvention MOE 312 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.	Montant de la subvention partielle : 3 692,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions sont réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 24 133,00 € correspondant à la re-qualification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

**Cession à la SA3M de la parcelle CD 793 p située rue Proudhon
dans le cadre de l'opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur**

En 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien terrain d'assiette bâti des archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau, pour y installer et y regrouper les archives municipales actuellement réparties entre la médiathèque Emile Zola (archives historiques), l'ancienne mairie du Polygone (archives contemporaines), ainsi que le musée de la Résistance. Ce site se compose de plusieurs bâtiments sur différentes parcelles : le bâtiment des archives et ses annexes de 8000 m² sur 7 niveaux et la maison de l'ancienne archiviste de 220 m².

L'opération de réhabilitation du site des archives ne nécessitant pas de conserver l'ensemble de ce terrain d'assiette, et en vue d'en diminuer l'investissement, il est proposé de céder le reliquat à la SA3M. Cette dernière, en qualité d'aménageur de la Ville au titre de la concession Nouveau Grand Cœur, aura à charge de procéder au montage d'une opération dans l'objectif de valoriser le site par une opération mixte de logements en accession libre, logements sociaux, commerces et activités.

En vue de permettre cette cession, le Conseil municipal s'est prononcé par délibération du 22 juin dernier afin de déclasser du domaine public une partie du site supportant un terrain bâti comprenant l'ancienne maison de l'archiviste.

En qualité d'aménageur, la SA3M doit prendre en charge :

- la déviation d'une partie des réseaux primaires existants liés au bâtiment des archives, qui traversent la parcelle destinée à l'opération immobilière,
- le retrait de 300 à 400 sépultures découvertes au cours du diagnostic archéologique opéré sur le site et la mise en dépôt de celles-ci au service funéraire de Montpellier,
- la démolition (avec désamiantage préalable) de l'ancienne maison de l'archiviste.

Cette opération prend également à sa charge des travaux d'aménagement des futurs espaces publics aux abords de la chapelle des Récollets, immeuble protégé au titre des monuments historiques, en vue de sa mise en valeur, et du bâtiment des futures archives municipales.

Une voie pour l'accès des véhicules de sécurité incendie et un cheminement piéton, nécessaires au bâtiment des archives riverain, empruntent également ce futur espace public sur environ un quart de son tracé.

Ce nouveau lieu améliorera sensiblement la liaison entre l'équipement des archives municipales et le quartier des Beaux-Arts.

La parcelle à céder, à détacher de la parcelle CD 793p, correspond à une surface calculée par géomètre-expert de 2401 m².

L'avis des Domaines en date du 22 mai 2017 estime le prix de vente à 1,17 M€.

Afin d'équilibrer le bilan de cette opération immobilière dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur, il est proposé par la SA3M un prix d'acquisition de 762 000€ net vendeur, du fait des charges liées à la création d'espaces publics pour le quartier, la mise en valeur des équipements « archives » et « chapelle » à reconverter, ainsi qu'une offre de logements libres et sociaux en cœur de ville.

Pour ces motifs, la SA3M demande à la Ville de passer outre l'avis des Domaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver cette cession à la SA3M au prix de 762 000 €,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Premier Adjoint**

Max LEVITA



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Zone d'aménagement concerté du Coteau
Avenant n°3 à la convention opérationnelle du 3 mai 2012
entre la Ville et l'Etablissement Public Foncier**

Dans le cadre de sa politique en faveur du logement et du développement à l'ouest de Montpellier, la Ville a approuvé par délibération du 3 octobre 2011, la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau, d'une superficie de 26 hectares.

Cette opération permettra la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat collectif, intégrant également des commerces et des services. Objet d'un traitement qualitatif des espaces paysagers, il s'insérera dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc.

En vue de la réalisation de cette ZAC, la Ville a signé le 3 mai 2012 une convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF-LR) – devenu Etablissement Public Foncier d'Occitanie par décret n° 2017-836 du 5 mai 2017 – pour assurer le portage des acquisitions foncières nécessaires à l'opération pour un montant de 10 000 000 €.

La convention est entrée en vigueur après contrôle de légalité de la préfecture le 21 mai 2012 pour une durée de 5 ans.

Par avenant n°1 du 7 septembre 2012, la Ville et l'EPF sont convenus de porter le montant prévisionnel de l'engagement financier de la convention à hauteur de 12 500 000 €.

L'EPF a réalisé la totalité des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du programme d'aménagement pour un montant de 11 761 263 €, hors frais annexes honorés en sus lors de la réitération des acquisitions (géomètre, notaires, frais de démolition) et hors indexation conventionnelle. Cette convention est arrivée à échéance le 21 mai 2017.

Compte tenu des contraintes inhérentes aux conditions de calcul du prix de revente, la Ville et l'EPF se sont accordés pour ménager le temps nécessaire à cet échange par adoption d'un avenant n°2 à la convention du 3 mai 2012 visant à proroger sa durée pour un peu plus de trois mois à compter du 21 mai, et ce à titre gratuit.

Par ailleurs, le Conseil municipal a délibéré le 22 juin 2017 pour désigner la SA3M en tant qu'aménageur de la ZAC du Coteau et autoriser la signature d'un traité de concession avec ladite société.

Il est proposé à ce jour un avenant n°3 entre l'EPF et la Ville de Montpellier pour la réalisation de la ZAC du Coteau.

L'objet de cet avenant est de prévoir les conditions de cession de la totalité des immeubles acquis par l'EPF pour le compte de la Ville dans le cadre de l'opération d'aménagement, de répartir le paiement du prix de cession sur quatre exercices budgétaires en vue de minimiser l'impact sur la trésorerie de l'opération et de proroger, pour ce faire, la convention opérationnelle jusqu'au 3 décembre 2017, délai supplémentaire permettant de procéder à la régularisation des actes de vente.

Aussi, il est convenu :

- un premier versement en 2017 d'un montant de 3M€ comprenant la TVA de l'ensemble des dépenses réalisées par l'EPF,
- un deuxième et un troisième versement, respectivement en 2018 et 2019 d'un montant de 3M€ chacun,
- un quatrième et dernier versement en 2020 correspondant au solde du prix soit un montant estimé de 4,15 M€

Le prix total de revient est d'environ 13,15 M€, prix qui sera réajusté très à la marge, notamment en fonction du prorata des impôts fonciers en 2017 et des charges réelles de démolition.

Bien que la Ville conserve ses obligations vis-à-vis de l'EPF, la SA3M, désignée comme aménageur de la ZAC du Coteau par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2017, se substituera à la Ville lors du rachat des immeubles qui ne transiteront pas par le patrimoine communal.

Dans ce cas de figure de cession par l'EPF à un opérateur autre que la commune de Montpellier, cette dernière s'engage à transférer audit opérateur les modalités de cession et de paiement précitées et s'oblige à intervenir à l'acte de vente afin de garantir le paiement jusqu'au total remboursement du prix de cession.

La Ville demeurera signataire de l'acte en qualité de tiers-intervenant, bénéficiaire de première main de la convention avec l'EPF, garant du paiement intégral des biens par la SA3M et responsable en cas de carence de cette dernière.

Le conseil d'administration de l'EPF s'est prononcé favorablement sur ce dossier et le projet d'avenant joint lors de sa séance du 4 juillet 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention du 3 mai 2012 signée avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie définissant les modalités et l'échéancier de paiement pour le rachat des terrains de la ZAC du Coteau et prorogeant à titre gratuit l'échéance de la nouvelle convention opérationnelle relative à ladite ZAC jusqu'au 3 décembre 2017 ;
- de dire que la régularisation de la vente interviendra par principe par acte administratif rédigé par la Ville et, qu'en cas de difficulté spécifique non connue à ce jour, l'acte serait le cas échéant confié à un office notarial dont les frais seraient à la charge de l'aménageur ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIN 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- projet d'avenant n°3

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Démocratie participative et
Maisons pour tous**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 3 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 440€

Les associations concernées sont :

MPT PAGNOL : Crèche Blanche Neige 220€, Eglise Luthérienne Malgache de Montpellier 110€, ARFA 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.

- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

**Attribution de subventions - Temps d'activités périscolaires 2017-2018 -
Ajustements**

Par délibérations du 18 Mai et du 22 Juin 2017, le Conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 141 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires.

Il convient maintenant de réaliser des ajustements pour s'adapter à la capacité des associations à mettre effectivement en place les projets prévus et pour répondre aux besoins des écoles.

1/ Annulations de subventions :

Lors de la mise en place des ateliers à la rentrée scolaire, certains projets ne pourront pas être réalisés tels que prévus par la délibération du 18 Mai.

En conséquence, il convient d'annuler les projets suivants :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
6707	Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos	La Petite Académie	22 400
6707	Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos	Shakespeare Junior	22 400
	Total		44 800

2/ Attributions de subventions :

Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés et de répondre aux besoins des écoles, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
6525	Art et Transformation	Atelier de l'imaginaire	2 300
	La voix de soi	Atelier Musique du Monde	5 400
99066	Les ateliers ludosophiques	Les petits ludosophes	9 500
6154	Eduquer Créer Divertir Cultiver ECDC	Académie des étoiles	20 000
5803	Entrée de secours	La sécurité à table, pendant que c'est show !	7 000
689	Association Languedocienne pour la Jeunesse ALPJ	TAP Fabulos Droles	37 000
1813	Axe Sports Art et Culture	Anglais	6 900
1813	Axe Sports Art et Culture	Multi sports	12 000
1549	Comité Départemental du Sport adapté de l'Hérault	Cycles en APSA avec des CLIS	3 500
1549	Comité Départemental du Sport adapté de l'Hérault	Mixité et partage dans le sport	1 600
6150	M(art)mot	Histoire de l'art et création	15 000
4472	La Vista	Théâtre et spectacle vivant	2 700
789	CD UFOLEP	Parcours de Loisirs périscolaires	27 700
4144	MUC VACANCES	Loisirs périscolaires	74 500
4586	Vacances Evasion	Activités éducatives en temps périscolaires	18 600
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	65 200
	Total		308 900

Le subventionnement de ces 16 projets permettra d'organiser 4180 séances supplémentaires. Au total, en tenant compte des projets précédemment adoptés, 312 séances d'activités périscolaires seront organisées chaque jour, par les associations dans les 123 écoles de la ville, pendant l'année scolaire 2017-2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions.
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2017 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

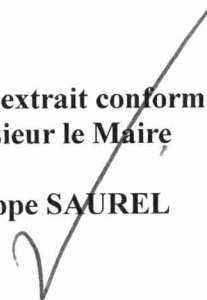
Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

**Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations.
Autorisation de signer les conventions d'occupation.
Approbation des subventions en nature.**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou

utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature et de la mentionner sur le compte administratif de la Ville et de l'association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

ASSOCIATIONS	ADRESSE	Ecole mise à disposition	Montant en € de la subvention en nature
Corps en Devenir	949, avenue du Professeur Louis Ravas Rés les Cévennes Bât. Ispagnac esc. 4 34080 Montpellier	Victor DURUY	495
ACLE	183, rue de l'Aqueduc 34080	Julie DAUBIE	1 470
CARTHAGE	53, Avenue des Hauts de Massane 34990 JUVIGNAC	Julie DAUBIE	1 005
A.M.S SIAM ENERGY	158, rue Raoul Follereau 34090 Montpellier	Sigmund FREUD	330
Ecole des Arts Martiaux Chinois de Montpellier	126, rue Edouard Branly Résidence Léonard de Vinci App 59 34000 Montpellier	Sigmund FREUD	1 102,50
Gammes - Alisé	6, rue Saint Barthélémy 34000 Montpellier	Blaise PASCAL	1 340
		Jean ZAY	680
Les Voix'Zines	8, rue Saint Cléophas 34070 Montpellier	Marceline DESBORDE-VALMOI	340
Compagnie Tempo Théâtre	49, rue de la Figairasse 34070 Montpellier	Winston CHURCHILL	2 610
La Maison du Judo	93, avenue du faubourg Boutonnet 34090 Montpellier	François MITTERRAND	595
		Eugène POTTIER/Jean SIBELIUS	1262,5
Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée	136, rue del Miéjour 34070 Montpellier	Jean MOULIN	1 850
Club sportif I.B.M	I. B. M. Montpellier rue de la Vieille Poste 34000 Montpellier	Jacques BREL	300
U.F.O.L.E.P 34	Maison des sports Nelson Mandela 66, esplanade de l'Egalité 34080 Montpellier	Guiseppe GARIBALDI	435
		Louis AMRSTRONG	435
		Simon BOLIVAR	490
A.R.E.C.R.E.E.	24 rue du Lavandin 34070 Montpellier	Victor SCHOELCHER	515
Montpellier Dojo D'Aïkido Traditionnel	2, rue Parlier 34000 Montpellier	Jean ZAY	510
Hérault Sport	Esplanade de l'Egalité Zac PIERRE Vives - BP 7250 34080 Montpellier	Denis DIDEROT	540

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- de prévoir que la convention comportant l'engagement d'appliquer le Plan particulier de Mise en Sécurité (PPMS) soit signée par toutes les associations préalablement autorisées à bénéficier d'une mise à disposition de locaux pour l'année scolaire 2017/2018.
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville et de l'association.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Thibault RASSAT, Patrick VIGNAL.

**Ecoles privées sous contrat d'association : Complément de participation
financière de la Ville pour l'année 2016-2017**

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2016-2017, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement faisait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 233 enfants domiciliés à Montpellier ;
- pour les classes élémentaires : 2 088 enfants domiciliés à Montpellier ;
- Soit au total : 3 321 enfants.

Suite à un complément de déclaration effectué par l'école Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier, il convient de compléter la dotation 2017 :

- 6 enfants scolarisés en élémentaire (dotation de 575€ par enfant), soit 3 450€.

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec l'établissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le versement de cette subvention complémentaire aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- De dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, sur les lignes budgétaires suivantes : nature 6574, fonction 92211 et 92212 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention juillet 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Julie FRÊCHE, Thibault RASSAT, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL.



Écoles maternelle James Joyce et élémentaire Heidelberg Restructuration de la zone extérieure d'accueil Déclaration préalable de travaux

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil et de la sécurité au sein des sites dédiés à l'enseignement, il est envisagé une reprise de la zone d'attente pour les parents avec reconfiguration des portails et clôtures ainsi que la pose d'une pergola dans les écoles maternelle James Joyce sise, 122 rue de Bologne quartier Mosson à Montpellier et élémentaire Heidelberg sise, 310 rue de Liège quartier Mosson à Montpellier.

Ces travaux seront effectués à l'automne 2017 par les entreprises titulaires d'un marché à bons de commande attribué par la Ville. Le coût pour les deux écoles est estimé à 60 000€ HT soit 30 000€ HT par établissement, inscrit au budget 2017.

Afin de réaliser ces travaux, il convient de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires, notamment les déclarations préalables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux pour les 2 écoles précitées;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 902 ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

**Ecoles maternelle Pauline Kergomard et élémentaire Charles Daviler
Peinture des Façades
Déclaration préalable de travaux**

Dans le cadre de la valorisation de son patrimoine, la Ville de Montpellier envisage l'embellissement des façades par des travaux de mise en peinture des écoles Pauline Kergomard et Charles Daviler sises, 5 rue Colonel Marchand quartier Montpellier Centre à Montpellier.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville pour un montant 68 000 € TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2017 de la Ville de Montpellier.

Afin de réaliser ces travaux, il convient de déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires, notamment une déclaration préalable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 902 ;

- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

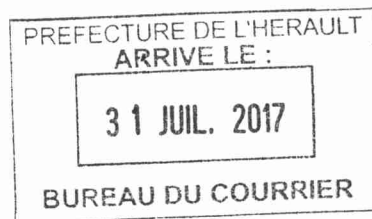
**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

**Animations sportives Quartier Mosson - Eté 2017
17 Juillet 2017 au 18 Août 2017
Convention d'occupation temporaire du domaine public**

Au titre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier organise et propose de nombreuses animations sportives sur l'ensemble de son territoire.

Ainsi, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ont souhaité proposer des animations sur plusieurs établissements sportifs situés dans le quartier de la Mosson.

Dans ce cadre, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale contribuera au financement des associations sportives qui participeront à ce projet.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra à disposition d'une part, la piscine Neptune ainsi que le personnel habilité pour encadrer les activités nautiques, et d'autre part, les coursives du stade de la Mosson pour des animations.

La Ville mettra à disposition des associations partenaires du dispositif le Gymnase Jean Bouin, et les tatamis pour la pratique du Judo dans les coursives du Stade de la Mosson.

Ainsi, l'association Montpellier Mosson Ominisports pour les activités basket-ball et futsal, l'association Paillade Mercure, l'association Montpellier Athletic Méditerranée Métropole ainsi que l'association Urban DJ School occuperont le gymnase J. Bouin du 17 juillet au 18 août 2017 de 18 h à 20h, du lundi au vendredi, férié excepté.

Ainsi, une convention fixe les engagements entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les associations.

L'occupation du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation, est autorisée à titre gratuit.

Toutefois, cette occupation du domaine public, à titre gratuit, est considérée comme une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente ces animations, valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal, en date du 15 décembre 2016, soit : $50,75 \text{ €} \times 2 \text{ heures} \times 24 \text{ jours} = 2\,436 \text{ €}$.

Cette redevance sera répartie, à parts égales, entre les associations qui occuperont le Gymnase J. Bouin, à savoir : MMO, Paillade Mercure, MA2M, et Urban DJ School, pour un montant de 609 € chacune.

Ce montant devra être inscrit dans les comptes des associations et dans le compte administratif de la ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter l'organisation d'animations dans le quartier de la Mosson pendant la période d'été ;
- d'approuver la convention fixant les engagements de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et des associations partenaires, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour les associations, eu égard à l'intérêt local qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 2 436 €, répartie entre toutes les associations partenaires pour un montant de 609 € chacune ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit dans les comptes de l'Association et dans le compte administratif de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention tripartite animations mosson été 2017.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.



Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité des établissements de la petite enfance en 2017

Dans le cadre de sa politique de la Petite enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'effectuer à partir de septembre 2017 des travaux suite à la circulaire ministérielle 2016/261 du 17/08/2016 relatifs à la sécurisation des abords et aux contrôles des accès dans les crèches et haltes garderies de la Ville pour un montant de 500 000€ TTC.

Cette somme est inscrite au BP 2017 de la Ville.

Ces travaux constituent une première tranche, ils permettront d'adapter l'enceinte des EAJE conformément aux attentes de la circulaire ministérielle.

Le programme de cette première tranche de travaux prévus en 2017 portera sur les actions suivantes :

- mise en place de clôture aveugle de 1,80m de hauteur visible du domaine public,
- mise en place de film opaque sur vitrages à hauteur des passants,
- mise en place de barreaudage sur les menuiseries donnant sur la rue,
- mise en place de visiophone aux entrées.

Ces travaux conséquents seront confiés aux entreprises titulaires d'un marché à bon de commande. Ils seront réalisés pendant la période d'ouverture des établissements grâce à la mise en place d'un plan de prévention des risques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 906 ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association Exercice 2017

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts visuels et médias, la littérature ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 4 associations figurant dans les tableaux ci-après pour un montant de 6 900 € au titre de l'exercice 2017.

1) Attributions de subventions

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
2255	LA STATION MAGNETIQUE	Fonctionnement	500
5171	ALETHEIA	Fonctionnement	1 300
	LIVRE		
5266	SQUEEZE	Projet	2 500
	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		
4799	CABO MUNDO – CAP MONDE	Fonctionnement	2 600
	TOTAL		6 900

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

2) Annulation de subvention

Dans le cadre de la Culture, par délibération n°V2017/109, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 2 700 € à l'association Continuum pour la réalisation du projet « Encas et Jazz 17 ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'annuler l'attribution de subvention accordée à l'association Continuum au conseil municipal du 18 mai 2017 sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923 pour un montant de 2 700€ ;
- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 6 900 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement annexées à la présente délibération ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces lettres d'engagement et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'Engagement 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Exonération de frais de publication de documents d'archives

Madame Maria ARANDA-ALONSO, doctorante à l'Université technique de Dresde (Allemagne), prépare une thèse sur le thème « *Le traité d'Alonso de Vandelvira, contexte et réception dans d'autres traités postérieurs et dans l'architecture contemporaine en Espagne* ».

Elle souhaite utiliser deux documents des Archives municipales pour illustrer sa thèse doctorale et un article intitulé « *La trompa de Montpellier. Origen, uso, desarrollo y evolucion a partir del tratado de canteria de Alonso de Vandelvira* », à paraître dans les actes du colloque « *Congrès International hispano-américain de l'Histoire de la Construction* » qui se tiendra à Saint-Sébastien (Espagne) du 3 au 7 octobre 2017.

Son étude vise à montrer l'influence de l'œuvre de l'architecte espagnol **Alonso de Vandelvira et Luna** (1544-1626) dans l'architecture urbaine montpelliéraine du XVII^e siècle, à travers les exemples de la Coquille de l'hôtel de Sarret et de la tour de l'arc d'en Roqua qui enjambait autrefois la rue Embouque d'or.

Conformément aux tarifs adoptés par délibération n°2016/500 du 15 décembre 2016, le montant des droits de publication de ces deux documents s'élève à 51,00€.

Compte-tenu de l'intérêt que représentent ces publications scientifiques pour Montpellier, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'exonérer Madame Marie ARANDA-ALONSO du montant des droits de publication ;
- de considérer cette exonération comme une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Boutographies 2017

Acquisition d'œuvres de Jennifer Niederhauser Schlup, lauréate du prix du Jury des Boutographies

Depuis la création des Boutographies, la Ville de Montpellier soutient fortement ces rencontres photographiques montpelliéraines comme l'un des festivals artistiques phares du territoire communal et métropolitain.

Le prix du jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

La lauréate 2017 est Jennifer Niederhauser Schlup, d'origine suisse vivant et travaillant à Lausanne.

La Ville de Montpellier a choisi d'acquérir six photographies, signées et numérotées, de la série *Do you really believe they put a man on the moon ?*

« Le 12 mars 1908 eut lieu le premier vol d'une machine plus lourde que l'air dans l'hémisphère Ouest. L'appareil s'arracha à la surface gelée du lac Keuka, aux Etats-Unis, et resta suspendu durant 20 secondes, avant d'être déséquilibré et de s'écraser. De cet événement, la photographie a créé un conte utopique laissant entrevoir un horizon d'espoir et de solidarité collectif. Au travers d'archives visuelles et textuelles,

de par la fabrication d'outils inutiles, Jennifer Niederhauser Schlup nous interpelle et nous questionne à propos de: "croyez-vous vraiment qu'on a envoyé un homme sur la Lune? », extrait de publication des Boutographies – Rencontres européennes de la photographie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature du contrat de vente des photographies, joint en annexe, pour un montant global net de 2 500 € TTC ;
- D'imputer la dépense sur le budget 2017 de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 62 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat de vente de photographies

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.



Maison des Chœurs Rénovation de la toiture Déclaration préalable de travaux

La Maison des Chœurs ou anciennement chapelle Saint-Charles, sise place Albert 1^{er} à Montpellier a été construite sur ordre de Louis XIV en 1678, agrandie et remaniée par Jean Giral en 1751 puis par Jacques Nogaret.

Elle a été classée monument historique en 1947 et reconvertie en espace d'accueil des chœurs de Montpellier.

Il apparaît aujourd'hui que la toiture, qui n'avait pas été rénovée lors de la précédente campagne de travaux, présente d'importants désordres occasionnant des fuites. Aussi, il convient de procéder à des travaux de remise en état.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville pour un montant 145 000€ TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2017 de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la réalisation des travaux de rénovation de toiture de la Maison des Chœurs ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- de dire que la dépense est inscrite au BP 2017, chapitre 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

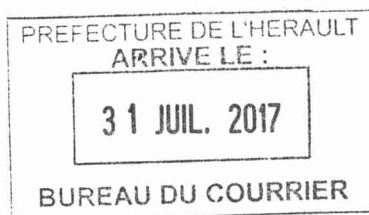
Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

**Contrat d'exposition entre l'Agence Muséo et la Ville de Montpellier
Exposition Francis HALLE**

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier, Parc de Lunaret, souhaite organiser l'exposition Francis HALLE - 50 ans d'exploration en forêt tropicale pour la période du 29 avril au 31 août 2017.

Il s'agit d'une exposition autobiographique de photographies sur des bâches qui relatent les 50 ans d'exploration en forêt tropicale de Monsieur Francis HALLE.

A ce titre, l'Agence MUSEO, société d'Edition, fournit gratuitement à la Ville les fichiers nécessaires à l'organisation de cette exposition ; celle-ci s'engageant à promouvoir l'exposition.

L'Agence MUSEO sise 9, rue des Prunus 34230 PLAISSAN, titulaire des droits d'auteur, cède temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier.

L'Agence MUSEO autorise la Ville de Montpellier à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de la présente exposition. Le contrat ne comporte pas de transfert de propriété.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le contrat d'exposition avec l'agence Museo tel que joint en annexe ;
- D'autoriser la signature dudit contrat ainsi que de tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat d'exposition F. HALLE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Permis de construire n° 34172 16 V0335
Clinique médico-sociale Beau Soleil
Désignation d'un membre du Conseil municipal pour délivrer un permis de
construire
(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)

La clinique médico-sociale Beau Soleil, sise 119 avenue de Lodève, a déposé un permis de construire référencé sous le numéro PC 34172 16 V0335 pour l'aménagement et l'extension de son établissement.

De par son activité professionnelle privée, Monsieur le Maire peut être intéressé au projet au sens de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme qui fixe les dispositions suivantes : « Si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le Conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision. »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner, conformément aux dispositions de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme, un autre membre du Conseil municipal, pour signer le permis de construire déposé par la clinique médico-sociale Beausoleil et enregistré sous le numéro PC 34172 16 V0335.

A été élu :

- Max LEVITA

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Premier Adjoint**

Max LEVITA



Publiée le : 21 JUL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Modification du Mémoire d'entente sur le Partenariat Educatif International

La délibération 2017/19 du 26 janvier 2017 a validé l'autorisation de dénommer un nouveau groupe scolaire « Montpellier » à Chengdu et de poursuivre l'entente sur le partenariat éducatif international entre la Ville de Chengdu et celle de Montpellier.

Cette volonté s'inscrit dans le prolongement de la convention tripartite entre le Bureau de l'Education de la Ville de Chengdu, la Ville de Montpellier et le Rectorat de l'Académie de Montpellier signée en 2012 et renouvelée en 2014.

Afin de réaffirmer la volonté commune de renforcer les échanges et la coopération dans le domaine de l'éducation préscolaire et élémentaire entre les villes, la Ville de Chengdu propose de s'engager à la fois avec le Comité Administratif de la Zone HI-Tech et avec le gouvernement populaire du District WUHOU de la Ville de Chengdu, au travers des deux accords distincts.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De signer les nouveaux Mémoires d'Entente sur le Partenariat Educatif International entre la Ville de Montpellier et le Comité Administratif de la Zone HI-Tech de la Ville de Chengdu et sur le même

thème entre la Ville de Montpellier et le gouvernement populaire du District WUHOU de la Ville de Chengdu,

- D'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

21 JUIL. 2017

Publiée le :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Mémoire d'entente entre Montpellier et le gouvernement populaire du District Wuhou de la Ville de Chengdu
- Mémoire d'entente entre Montpellier et le Comité Administratif de la Zone Hi-Tech de Chengdu

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Pose d'une plaque commémorative en hommage au poète espagnol, Juan Meléndez Valdés, à l'occasion du bicentenaire de sa mort, sur la façade de l'immeuble sis 11 rue des soldats

Juan Meléndez Valdés, poète, juriste et homme politique du 18^e siècle, est né le 11 mars 1754 à Ribera del Fresno (Badajoz). Il a été l'un des plus importants poètes espagnols du XVIII^e siècle, considéré comme l'un des précurseurs du courant romantique. Il fut aussi professeur de sciences humaines à l'université de Salamanque, juge de la chancellerie royale de Valladolid et avocat général à la Cour Suprême de Madrid.

Intellectuel espagnol culturellement et idéologiquement proche des idées des philosophes du siècle des lumières, il sera nommé Conseiller d'Etat et Ministre de l'instruction publique après la renonciation de Ferdinand VII et de Charles IV sous les pressions de Napoléon. Suite à la défaite de celui-ci, il s'exile dans le Sud de la France.

Il est mort, le 24 mai 1817, à Montpellier, après avoir séjourné à Montferrier sur Lez. Il repose désormais dans son pays, aux côtés de Goya, dans le Panthéon des Hommes illustres au cimetière de San Isidro.

Soutenus par le Consul Général d'Espagne à Montpellier, les professeurs d'espagnol du Lycée Joffre ont eu l'initiative, de rendre hommage à ce poète et représentant du siècle des Lumières.

A l'occasion du bicentenaire de sa mort, et au nom de la culture de la mémoire commune France-Espagne, la Ville de Montpellier propose l'installation d'une plaque commémorative sis 11 rue des Soldats, dans le

quartier Gambetta, avec l'accord des copropriétaires sur la façade de l'immeuble où il décéda.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter cette proposition de pose d'une plaque commémorative ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Jumelage - Coopération jardins botaniques - Mission Salerne (Italie) - deuxième semestre 2017 - Participation à la rencontre autour du thème des jardins botaniques avec Kos (Grèce), Salerne (Italie) et Uppsala (Suède)

La Ville de Montpellier et la Ville de Kos en Grèce ont signé un accord de jumelage en 1962. Cet engagement a été renouvelé le 3 septembre 2012 en signant un nouvel accord de coopération ayant pour objectif de poursuivre et renforcer le développement des relations amicales et les échanges d'expertise dans les différentes sphères d'intérêt commun.

La Fondation Hippocratique Internationale de Kos, la municipalité de Kos, la municipalité de Salerno en Italie et la municipalité d'Uppsala en Suède ont pour projet commun la mise en œuvre d'un programme au niveau européen visant la valorisation et la mise en avant des jardins botaniques hippocratiques des régions méditerranéennes.

La Ville de Kos sollicite la participation de la Ville de Montpellier à ce programme européen afin de promouvoir les jardins botaniques et les plantes méditerranéennes, mais également de participer au rapprochement des différentes municipalités. Une rencontre est ainsi prévue au cours du deuxième semestre 2017 à Salerno en Italie.

La participation de la Ville permettrait également d'associer à cet événement les autorités compétentes telles que l'Université de Montpellier et notamment le Jardin Botanique et les associations concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à Monsieur le Maire et à un Adjoint Délégué, un mandat spécial pour le déplacement à Salerno en Italie au cours du deuxième semestre 2017 ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs ;
- D'autoriser la participation de la Ville de Montpellier au projet de valorisation et de mise en avant des jardins botaniques Hippocratiques ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut à l'Adjoint Délégué à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales (chapitre 920).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Participation d'une artiste montpelliéraine au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles de Chengdu du 26 juillet au 1er août 2017

Chengdu, Ville jumelle de Montpellier depuis maintenant 36 ans, organise depuis quelques années « le Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles » qui se déroulera, cette année, du 26 juillet au 1^{er} août 2017.

Fête annuelle de la Musique, cet événement organisé par le Bureau des Affaires Etrangères de la Ville de Chengdu a pour objectif de favoriser les échanges internationaux et d'offrir une plateforme aux jeunes artistes et musiciens des pays invités. Il permet également la promotion des talents artistiques dans les domaines suivants : chant, danse et musique....

La Ville de Chengdu sollicite la Ville afin de représenter Montpellier à cet événement en sélectionnant un artiste local. La Ville de Chengdu prendra en charge l'ensemble des frais sur place tel que le logement, les transports et la restauration, restera à la charge de la Ville de Montpellier, le transport aérien.

L'Espace Montpellier Jeunesse a sélectionné Madame Sophie THOMAS, actuellement en résidence d'artiste en Islande, afin de participer à cet événement international.

Artiste électro-pop, elle associe dans ses compositions le chant, le travail vidéo développant ainsi une démarche singulière et novatrice au service d'un univers contemplatif vissé à la thématique géologique et minérale, à la croisée des chemins analogiques, numériques et organiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la prise en charge du déplacement de Madame Sophie THOMAS à Chengdu du 26 juillet au 1er août 2017,
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales pour un montant de 3 500 euros (chapitre 920),
- D'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à cette affaire de nature internationale.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Tarifs 2017 pour la Ville de Montpellier - Modifications et compléments relatifs à la tarification des activités des Maisons Pour Tous

Détail des tarifs pour l'année scolaire 2017/2018 – Applicables à compter du 04/09/2017

Les Maisons pour tous de Montpellier proposent environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

❖ Inscription dans les Maisons pour tous

Lors de cette inscription unique, pour l'ensemble des Maisons pour tous une carte nominative sera délivrée pour accéder aux activités des Maisons pour tous encadrées par les animateurs de la Ville ou par les associations partenaires dans le cadre du programme régulier et ponctuel.

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Cartes d'abonnement :	Tarifs
Adulte	7,00 €
Enfant (-18ans)	3,50 €

Les activités jardins partagés, club et EPI sont ouvertes aux détenteurs de carte d'abonné uniquement (pas de cotisation annuelle).

❖ Les cotisations annuelles pour les activités

Activités collectives :	Tarifs
Tarification pour 30 séances (minimum) de 1h/semaine (jusqu'aux vacances scolaires)	135 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40 €
Réduction comité d'entreprises (COSC ...)	20%
Réductions accordées	
Etudiant	50 %
Bénéficiaires des allocations insertion, solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, parent isolé, revenu minimum d'insertion,	
Adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
Personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réductions pour les familles nombreuses :	
Pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
Pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
Pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
<i>Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des mois restants à faire jusqu'à la fin de la session.</i>	

Ateliers individualisés annuels :	Musique	Musique + Solfège
Tarification cours de musique individualisé à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500 €	580 €
Tarification cours de musique à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	380 €	460 €
Tarification cours de musique à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	250 €	330 €

Condition de remboursement :

Le remboursement se fera aux conditions suivantes : cessation de l'activité de la part de la MPT, raison médicale de l'usager, changement d'emploi du temps professionnel de l'usager, déménagement de l'usager, perte d'emploi des usagers (à la date de prise d'effet de la nouvelle situation) et sur présentation des justificatifs afférents.

❖ Les cotisations ponctuelles pour les activités

Soirées et animations organisées en MPT :	Tarifs
Tarif animations / spectacles divers / personne	2 €
Supplément transport hors TAM	3 €
Supplément repas	2 €
Supplément location diverses matériels et/ou prestation externe	2 €

Supplément entrée billetterie égale ou supérieure à 10€	2 €
---	-----

Stages :	Tarifs
Tarification / heure (sans fourniture consommable)	1 €
Tarification / heure (avec fourniture consommable)	2 €

Atelier individualisé :	Tarifs
Tarification initiation atelier individualisé (cours dispensé par animateurs MPT de 1 à 4 personnes) / la séance	5 €

Labo Photo Boris Vian :	Tarifs
Tarification / séance	3 €

Studio d'enregistrement de Léo Lagrange :	Tarifs
Tarification / heure	15 €

Une gratuité de certains événements sera appliquée selon les projets spécifiques des Maisons pour tous.
Les autres tarifs relatifs à l'occupation du domaine public reste inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications des tarifs des Maisons pour tous ;
- De préciser qu'ils seront applicables au 04/09/2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire adjoint délégué de signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Exercice 2017 - Fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences des opérations de voirie sur le territoire de la ville.

Ces opérations de voirie contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire.

A ce titre, la ville de Montpellier prendra en charge une partie du financement 2017 de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil métropolitain.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2017, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations telles que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 5 038 535€. Il se décompose comme suit :

Opérations	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Programme de maintenance Eclairage public	2 072 500.00	1 015 525.00	49%
Programme de maintenance Voirie	4 862 500.00	2 382 625.00	49%
Programme de maintenance Pluvial	475 000.00	232 750.00	49%
Programme de maintenance Gestion Modale des Déplacements et Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques	1 355 833.33	664 358.33	49%
Montpellier au quotidien Voirie	750 000.00	367 500.00	49%
Montpellier au quotidien Eclairage public	83 333.33	40 833.33	49%
Campus – Parvis Pierre Mauroy – Fac de médecine	300 000.00	49 110.00	16.37%
Campus – Parvis Georges Richard – Pôle Chimie	208 333.33	102 083.33	49%
Campus – Auguste Fliche	83 333.00	40 833.33	49%
Grand rue Jean Moulin	291 666.67	142 916.67	49%

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 5 038 535€, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- approuver la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe,
- autoriser Monsieur le maire à signer la convention après approbation concordante de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIN 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de fonds de concours

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Autorisation accordée à la Trésorerie municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier

L'article R1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévu par le Décret n° 2009-125 du 03/02/2009, précise que l'ordonnateur peut autoriser, temporairement ou de manière permanente, l'émission des commandements de payer et les actes de poursuites subséquents, selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

Par délibération n° 367 du 24 juillet 2014, le Conseil municipal a accordé une autorisation permanente à la Trésorière municipale pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 300 €.

Afin de simplifier le recouvrement des titres et d'harmoniser les procédures entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé d'accorder à la Trésorière municipale une autorisation permanente pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 2 000 €.

Les autres dispositions de la délibération n° 367 du 24 juillet 2014 restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder une autorisation permanente à la Trésorière municipale pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 2 000 €, ceux supérieurs à 2 000 € continueront de nécessiter une autorisation de l'ordonnateur.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 62 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
 jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
 délibérations du Conseil
 municipal de la Ville de
 Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
 du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
 assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
 Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
 Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
 générale, Affaires
 juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Attributions et modification d'attribution de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

o Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS** :

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1281	KAÏNA	Projet	AVOIR 20 ANS AUTOUR DU MONDE	3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- SPORTS

Code	Structure	Type	Montant
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement	15 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

o Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 000 €
6002	USEP MALBOSC	Projet	CLASSE DECOUVERTE	5 750 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Projet	OFFRES CULTURELLES	1 152 €
TOTAL				8 902 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

o Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
390	CENTRE CULTUREL ITALIEN SOCIETA DANTE ALIGHIERI	Projet	L'EUROPE ET LA QUESTION DES REFUGIES	500 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement		1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	FÊTE NATIONALE	700 €
5314	COMITE HERAULT CUBA COOPERATION	Projet	ECHANGES AUTOUR DE L'AGRICULTURE BIO	1 000 €
TOTAL				3 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Fonctionnement		6 500 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Projet	MARCHE DES DIVERSITES	5 000 €
TOTAL				11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT,	Fonctionnement		8 500 €

	FORMATION, INSERTION			
--	----------------------	--	--	--

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1281	KAÏNA	Projet	LE JOURNAL DE QUARTIER	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- DROITS DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Investissement	ACHAT DE LOCAUX ESPACE EMPLOI AU FEMININ	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 20422, chapitre 905

2) Modification d'attribution de subventions :

Par délibération n°2017/62 du 23 février 2017, la Ville de Montpellier a attribué une subvention pour le projet « JOURNAL DE CYCLE 3 » d'un montant de 1 500 € à l'association COOPERATIVE SOCLAIRE OCCE ANTIGONE. Suite à un changement statutaire survenu suite à l'affiliation à l'OCCE 34, il y a lieu de modifier l'attribution de la subvention comme suit :

Code	Structure	Type	Titre	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Projet	JOURNAL DE CYCLE 3	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 72 802 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUL 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention fonctionnement
- Modèle convention projet
- Modèle lettre d'engagement
- Convention Fonctionnement DEFI 30 06.doc
- Convention investissement CIDFF 30 06.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Convention de Gestion de Service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : Maintenance des Véhicules - Avenant n°1

Par délibération n° 2015/584 approuvée en Conseil municipal du 17 décembre 2015 et conformément aux articles L5217-7 et L5215-27 du Code général des collectivités territoriales en application desquels une Métropole peut confier à une de ses communes membres la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu, pour une durée de deux ans (renouvelable dans la limite d'une durée maximale de 5 ans), une convention de gestion portant sur l'entretien par la Ville de la flotte de véhicules de la Métropole.

Afin de procéder à une uniformisation des modalités de calculs utilisées dans les conventions conclues entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé d'actualiser l'article 2 – Périmètre de la convention et l'article 7 - Modalités financières, comptables et budgétaire de ladite convention. Ces articles prévoyant une actualisation annuelle possible par avenant.

Concernant la modification de l'article 2, il est proposé d'étendre le périmètre des véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole dont la maintenance est confiée au Parc Auto de la Ville de Montpellier à

l'ensemble du parc et plus seulement à une liste limitative de véhicules.

Concertant la modification de l'article 3, il est proposé un ajustement du taux horaire utilisé pour la refacturation auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Après recalcul sur la base du compte administratif 2016, ce taux horaire passe de 44 € à 39 €.

Les autres dispositions restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de gestion de service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur la maintenance des véhicules ainsi que tous documents afférents ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n° 1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Convention de servitude - Raccordement réseau des Eaux Pluviales de la crèche Cambon - Autorisation de signer la convention

La crèche Cambon, située dans l'ensemble immobilier Central Parc sur le parvis de l'Hôtel de ville, a été plusieurs fois inondée lors de forts épisodes Cévenols.

Les investigations menées par les services de la Ville, font apparaître que pour remédier à cette situation, il convient de dévier le réseau des Eaux Pluviales de la crèche vers le réseau EP le plus proche, situé dans un local voisin du parking de la copropriété « Central Parc ».

Par conséquent la Ville souhaite conclure une convention de servitude pour le raccordement du réseau EP de la crèche Cambon sur le réseau EP de la copropriété « Central Parc ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec les représentants de la copropriété « Central Parc » pour le raccordement du réseau des Eaux Pluviales de la crèche Cambon au réseau EP de la copropriété « Central Parc ». Cette servitude est consentie à titre gratuit.

- D'autoriser le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

**Projet de Protocole de transaction pour les travaux de réfection de la Crèche Rue
Boussinesq suite à des malfaçons en vue de son ouverture le 1er janvier 2018
Approbation**

Par acte notarié en date du 22 octobre 2012, la Ville de Montpellier a acquis de la société Eiffage Immobilier Méditerranée par le biais d'une vente en l'état futur d'aménagement (VEFA), des lots situés dans l'opération dite « Villa Juliette », situés à l'angle des rues Amaryllis et Boussinesq à Montpellier, en vue de la création d'une crèche.

Ces lots consistent en des locaux bruts et en la jouissance exclusive et privative de jardins, cours et terrasses de locaux extérieurs situés en rez-de-chaussée.

En 2014, après deux tentatives de réception infructueuses compte tenu de nombreuses réserves émises par la Ville, la réception a pu finalement avoir lieu le 22 décembre, et le procès-verbal de réception établi, mais à l'exception de certaines prestations énumérées en annexe du PV qui ont fait l'objet de réserves.

Postérieurement, d'autres désordres étant constatés dans la cour, la Ville a adressé un courrier à la Société Eiffage Immobilier Méditerranée constituant une liste des interventions à réaliser.

Il s'est avéré que les travaux à réaliser nécessitant une expertise, la Ville de Montpellier a saisi en référé le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier aux fins de la voir désigner un expert.

Par une ordonnance en date du 20 octobre 2016, un expert a été désigné en la personne de Monsieur FLECHON.

Lors des premières réunions d'expertise sur le site, il est apparu que les désordres, consistant en de nombreuses fissures et déplacements de la dalle et des sols extérieurs des constructions provenaient de l'affaissement et l'effondrement partiels des remblais servant de support.

Ces travaux de terrassement et remblaiement avaient été confiés par la société Eiffage Immobilier Méditerranée à la société Eiffage Construction Languedoc Roussillon et cette dernière les a elle-même sous-traités à la société AXI.

Il est apparu au regard de cette chaîne d'intervention de plusieurs sociétés qu'une recherche en responsabilité de chacune d'entre elles reporterait nécessairement la résolution de ce litige et la reprise des travaux à une date lointaine et incertaine.

La société Eiffage Immobilier Méditerranée a donc proposé à la Ville de Montpellier de prendre en charge sans plus attendre, et sans rechercher la responsabilité des autres intervenants à l'acte de construire, l'ensemble des travaux de reprise des malfaçons et désordres constatés.

Cette proposition a été acceptée dans son principe au regard de l'urgence à réaliser les travaux nécessaires avant l'ouverture de la crèche le 1^{er} janvier 2018 dès lors que les travaux à réaliser ont été validés dans ses notes aux parties par l'expert désigné.

Compte tenu de la programmation contrainte liée à l'ouverture de la crèche : mise en place des sols souples et jeux par les services de la Ville (6 semaines) et de la période préparatoire de mise à disposition des lieux au gestionnaire de la crèche, les travaux de reprise des malfaçons et désordres devront être achevés au plus tard début septembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver sur ces bases, le principe d'une transaction avec la Société Eiffage Immobilier Méditerranée permettant de réaliser sans attendre les travaux préconisés par l'expert judiciaire dans ses premières notes aux parties, formalisée dans le protocole joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la transaction permettant de formaliser l'accord entre les parties.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole transactionnel du 3 juillet 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations.

Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 38 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 94 250 €.

Date	SALLE	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
03/05 et 21/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Compagnie des Experts près de la Cour Administrative d'Appel de Marseille	630	61	569
16/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Famille Santé Prévention	315	157,5	157,5
19/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Nationale des Membres de l'Ordre National du Mérite	315	30,5	284,5
22/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
29/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ESPOIR MEDITERRANEEN	315	30,5	284,5
du 2 au 5/06/17	SALLE DES RENCONTRES	ECHecs CLUB MONTPELLIER	11500	306	11194
06/06/2017	SALON DU BELVEDERE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	315	30,5	284,5
09/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	IPESAA	450	30,5	419,5
09/06/2017	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
10/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association des Bénévoles de Montpellier	315	157,5	157,5
10/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Etoile Solidaire	450	30,5	419,5
du 12 au 23/06/2017	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	7930	396,5	7533,5
13/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Famille Santé Prévention	315	157,5	157,5
14/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Ouest	315	30,5	284,5
14 et 15/06/2017	CENTRE RABELAIS	Indigo d'Oc	2650	102	2548
15/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	315	30,5	284,5
16/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	cercle de diffusion de la pensée libertaire	315	30,5	284,5
19/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Feu liquide	315	30,5	284,5
26/06/2017	SALLE PETRARQUE	Centre Communautaire et Culturel Juif	610	30,5	579,5
01/07/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Club sportif des sourds	315	30,5	284,5
01/07/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Institut Confucius	450	30,5	419,5
du 3 /07 au 15/09/2017	Salle exposition de l'Hôtel de Ville	Agence Etincelle	35310	0	35310
02/07/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Culturelle de Bienfaisance de Montpellier	610	61	549
03/07/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement	450	30,5	419,5
04, 05 et 06/07/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Collaborating Academics	1350	675	675
06/07/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Ouest	315	30,5	284,5
06/07/2017	SALLE PETRARQUE	FIESTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	610	30,5	579,5
11/07/2017	SALLE PETRARQUE	Faculté de Droit et Science Politique	610	30,5	579,5
12/07/2017	SALLE PETRARQUE	Chaire UNESCO	610	30,5	579,5
18/07/2017	SALLE PETRARQUE	Laboratoire LIRMM	610	30,5	579,5
02/07/2017	Salle Jules PAGEZY	IRSTEA	2000	102	1898
04 au 06/07/2017	Salle de réceptions Grammont	Université de Montpellier-Service commun de documentation	6120	153	5967
23/06 et 07/07/2017	Salle Jules PAGEZY	Ecole de Danse Onohei	3260	866	2394
15 au 22/07/2017	Salle Jules PAGEZY	ECHecs CLUB MONTPELLIER	13410	459	12951
28 au 30/07/2017	Salle Guillaume de Nogaret	SMASH	1240	493	747
29/07/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Libériens du Sud	450	30,5	419,5
08 et 22/08/2017	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1220	61	1159
25/08/2017	SALLE PETRARQUE	Chemin des Cimes	610	30,5	579,5
26/08/2017	Salle Jules PAGEZY	Chemin des Cimes	1630	51	1579
TOTAL =			99180	4930	94250

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 62 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

**Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid
Marché à Procédure Adaptée - Autorisation de signer la convention constitutive
du groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole.**

Depuis le 1er janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1er janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre. La maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid sont confiés par le service Energie de la Ville de Montpellier à un prestataire de service.

Dans le cadre de l'achat de prestations de services relatives à « la maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid », il apparaît pertinent que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole disposent du même prestataire pour réaliser la maintenance préventive, d'une part et la maintenance curative, d'autre part.

Un groupement de commandes publiques a été établi entre les deux collectivités en 2015, ce qui a permis l'attribution d'un marché dont la durée prend fin au 31 décembre 2017.

Ainsi, il est nécessaire de reconstituer un groupement de commandes publiques entre les deux collectivités selon la convention annexée à la présente décision.

L'objectif est d'autoriser l'établissement d'un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée

Métropole. La Ville de Montpellier est proposée coordonnatrice de ce groupement. Elle est chargée de lancer une consultation en procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (ci-après « le Décret »). Cette consultation sera passée en application de l'article 78 et 80 du Décret, relatif aux accords-cadres.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique. La durée est de 1 an à compter du 1er janvier 2018 (ou de la notification si celle-ci est postérieure), jusqu'au 31 décembre 2018. Il est reconductible 2 fois tacitement soit : 2019 et 2020.

Ce marché est composé d'un lot unique dont les montants sont répartis comme suit :

- Ville de Montpellier : 50 000 € par an maximum
- Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 € par an maximum

La dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter le principe de lancement d'un marché à procédure adaptée pour couvrir les besoins exposés ci-dessus ;
- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle la Commune de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement et aura en charge la passation, l'attribution, la signature et la notification du marché ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement de commandes Ville/3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

**Protocole transactionnel Ville de Montpellier/ SEPM Rockstore/ SA3M/ Monsieur
Sifer et Madame Rosa**

Monsieur SIFER et Madame ROSA occupent sans discontinuer depuis 2011 l'appartement n° 106 situé au 1^{er} étage de la Résidence Le Patio d'Or, sise 22 rue de Verdun à Montpellier ;

Ce logement est contigu de l'immeuble dit « Rockstore », sis 20 rue de Verdun qui est la propriété de la commune de Montpellier depuis le 24 juin 2009, et, exploité comme salle de concerts / discothèque par la SARL SEPM ROCKSTORE depuis 1986.

En mars 2013, Monsieur SIFER s'est porté acquéreur auprès de son bailleur de cet appartement.

Depuis la réalisation par la commune de Montpellier, en 2012 et de janvier à septembre 2013, d'importants travaux d'isolation et de traitement phoniques sur le bâtiment du 20 rue de Verdun, Monsieur SIFER et Madame ROSA se plaignent sans discontinuer de nombreuses nuisances sonores causées par l'activité du Rockstore.

Ainsi, les conjoints SIFER-ROSA ont diligenté plusieurs procédures en vue de faire constater l'existence de ces nuisances et d'obtenir la fermeture administrative du ROCKSTORE en attendant que des mesures d'insonorisations soient prises.

Ils ont ainsi déposé devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier le 28/11/2016 un référé en vue d'obtenir la fermeture de l'établissement jusqu'à la mise en place d'un limiteur de pression acoustique, la cessation de tous troubles sonores illicites sous astreinte et le paiement d'indemnités visant à réparer les préjudices subis.

Afin de mettre un terme au litige, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel aux termes duquel la Ville et la SARL SEPM ROCKSTORE s'engagent à indemniser M. SIFER et MME ROSA respectivement à hauteur de 80 000€ et 30 000€.

En outre, la SA3M, voyant un intérêt à l'acquisition de leur logement dans le cadre de l'opération Grand Cœur, s'engage à l'acquérir pour un montant de 150 000€.

En contrepartie, les consorts SIFER-ROSA s'engagent à quitter leur logement et mettre un terme aux procédures engagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le protocole transactionnel joint en annexe à conclure entre la commune de Montpellier, la SA3M, la SARL SEPM ROCKSTORE, Monsieur SIFER et Madame ROSA ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant qualité, à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Modification du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

1. Création de postes :

Filière Administrative :

Attaché : création de quatre postes

Filière Technique :

Agent de maîtrise : création d'un poste

Technicien : création d'un poste

Suppression de postes : conformément à l'avis du Comité Technique du 19 Juillet 2017

Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Rédacteur : suppression d'un poste

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste

Rédacteur Principal de 2^{ème} classe : suppression de deux postes

Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

2. Ouverture de postes à un agent contractuel :

- Un poste d'Ingénieur est vacant à compter du 20 Juillet 2017 sur des fonctions de Chef de Projet en organisation.

Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : de l'IB 434 à l'IB 1022

- Un poste d'Attaché est vacant à compter du 20 Juillet 2017 sur des fonctions de Responsable de Maison pour tous

Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : de l'IB 434 à l'IB 1022

En conséquence, vu la consultation préalable du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Astreinte Maîtres d'hôtel - Direction Evènementiel et Protocole

Les missions des agents maîtres d'hôtel de la Direction Evènementiel et Protocole exigent une disponibilité conséquente.

Avec l'objectif d'assurer une continuité du service, il a été validé au Comité Technique du 21 juin 2017 la mise en place d'un nouveau cycle de travail pour les deux agents concernés ainsi que la mise en place d'une astreinte.

Afin de répondre à ces attentes, il est proposé la création d'une astreinte semaine pour les deux agents occupant les fonctions de maître d'hôtel.

L'astreinte sera organisée de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end, du lundi au lundi. Les interventions effectuées à l'occasion de ces périodes d'astreinte seront rémunérées en application des dispositions fixées par délibération municipale en date du 17 décembre 2015.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
Direction Evènementiel et Protocole		Adjoints techniques Agents de maîtrise	Semaine	Mobilisation lors d'interventions non programmées hors cycle de travail

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

**Astreinte d'exploitation - Service production - Direction Evènementiel et
Protocole**

Les missions de la Direction Evènementiel et Protocole exigent une disponibilité conséquente durant les heures non ouvrées, justifiant une forte mobilisation de ses agents.

Une partie des interventions ne peut être anticipée et ne peut être réalisée que dans le cadre d'astreinte. Il s'agit notamment d'interventions suite à des événements non programmés dans le planning d'activités comme des événements de sécurité civile qui entraînent une activation du plan communal de sauvegarde.

Afin d'assurer une continuité du service public sur ces différentes activités, et après avis du Comité Technique du 21 juin 2017, il est proposé de mettre en place une astreinte semaine au sein du service production qui sera composée d'un chef d'équipe et de trois agents polyvalents.

L'équipe d'astreinte pourra ponctuellement être renforcée dans le cadre du déclenchement d'une astreinte exceptionnelle sous réserve du respect d'un préavis de 48h.

La fonction de chef d'équipe au sein de cette astreinte concernera les fonctions suivantes :

- Chef de service Production
- Responsable Technique
- Responsable Technique Adjoint
- Responsable de l'équipe technique polyvalente
- Responsable de la logistique spécifique

La fonction d'agent polyvalent concernera l'ensemble des agents polyvalents du service production.

Cette astreinte concernera les sollicitations non programmées sur demande du Cabinet du Maire ou du cadre d'astreinte comme dans le cadre des interventions liées au Plan Communal de Sauvegarde.

Elle sera organisée de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end, du lundi au lundi.
Les interventions effectuées à l'occasion de ces périodes d'astreinte seront rémunérées en application des dispositions fixées par délibération municipale en date du 17 décembre 2015.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
Direction Evènementiel et Protocole	Service Production	Adjoints techniques Agents de maîtrise Techniciens	Semaine	Mobilisation lors d'interventions non programmées et sur demande du Cabinet du Maire et du cadre d'astreinte

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Accueil de 5 nouveaux apprentis préparant le diplôme d'auxiliaire de puériculture

En 2015, la Ville de Montpellier a fait appel au Centre de Formation d'Apprentis du CNFPT de l'Hérault afin de pouvoir accueillir cinq apprentis auxiliaires de puériculture pour une durée de deux ans (délibération du 18 juin 2015).

En effet, d'une part, depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a pu rencontrer des difficultés à recruter et fidéliser des auxiliaires de puériculture au sein des structures de la Petite Enfance. D'autre part, ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Au terme de ce fructueux partenariat, la collectivité souhaite renouveler cette expérience, en accueillant dès la rentrée 2017 cinq nouveaux apprentis dans ce même domaine.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité.

Les lieux de formation ainsi que les maîtres d'apprentissage seront choisis par le service Enfance.

Les maîtres d'apprentissage seront inscrits à la formation proposée par le CNFPT.

Il est à noter que les textes en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permettent de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le recours à cinq contrats d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2017-2018 au sein des structures de la Petite Enfance pour une formation de deux ans;
- d'inscrire les dépenses au budget du personnel (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 920, ligne 868;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif, et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le centre de formation d'apprentis.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIL. 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Avenant à la convention de service commun de Direction Générale des Services

Par leurs délibérations respectives en date du 31 mars et du 14 avril 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé l'élargissement du service commun de direction générale des services, créé par convention du 22 décembre 2014, à l'ensemble de l'équipe de direction générale.

Le service commun de direction générale des services ainsi modifié intègre un Département mutualisé en charge de la culture et du sport.

Ce Département a plus principalement pour mission de développer une politique culturelle et sportive ambitieuse au service du rayonnement et de l'attractivité de Montpellier et de sa Métropole et d'amplifier l'offre culturelle et sportive de proximité pour la Ville de Montpellier qui contribue aux politiques de cohésion sociale et de vivre ensemble.

Dans ce cadre, il apparaît plus particulièrement indispensable de mieux coordonner, conforter et rendre plus lisibles les actions en direction du sport et de la jeunesse au cœur d'une politique plus forte et volontariste en

la matière.

Aussi, afin d'atteindre ces objectifs, il est proposé la création d'un Pôle dédié à la jeunesse et aux sports, sous l'autorité d'un directeur mutualisé et qui aura pour mission :

- ✓ La dynamisation et la réorganisation des politiques et des équipes d'animation tant terrestres qu'aquatiques ;
- ✓ Le renforcement de la position de la Métropole de Montpellier dans sa position d'excellence en matière de sport de haut niveau, tant par un suivi plus rapproché des clubs que par un pilotage structuré des événements ;
- ✓ La mise en valeur et le soutien au sport de proximité, avec une attention forte aux actions dans les quartiers de la Ville de Montpellier ;
- ✓ La mise en perspective d'une politique jeunesse transversale, lisible et adaptée à l'évolution des compétences en cours ;
- ✓ La gestion active et optimisée d'un réseau d'équipements sportifs dense et varié intégrant pleinement la prise en compte des enjeux de maintenance et de renouvellement du parc.

Par ailleurs, le service commun de direction générale des services intégrait une mission projet managérial, rattachée au Pôle ressources humaines et relations sociales.

Par leurs délibérations respectives en date du 29 et du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont approuvé la création d'un service commun Pôle ressources humaines et relations sociales. Ce nouveau service commun intègre désormais la mission projet managérial, qu'il convient donc de retirer du service commun de direction générale des services.

La Ville de Montpellier saisit son Comité technique le 19 juillet 2017 et son assemblée délibérante le 20 juillet 2017, aux fins d'approuver et de signer ledit avenant et la fiche d'impact.

Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'assemblée délibérante sont également sollicités pour se prononcer sur l'avenant à la convention de service commun de Direction Générale et sur la fiche d'impact correspondante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications apportées au service commun de Direction Générale des Services,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué aux ressources humaines, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 JUIL. 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Fiche d'impact avenant n°2
- Convention modifiée

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 20 juillet 2017**



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Public - fourniture et mise en place
d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture
sur divers espaces verts de Ville et de la
Métropole - N°6D0044**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin de prestations de fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, passée en application de l'article 78 relatif aux accords-cadres sous la forme d'un accord –cadre, à bons de commande avec maximum et comprenant 3 lots, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%),
 - prix des prestations (40%).
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du *2 mai 2017* a attribué le marché à :
 - lot 1 : Hôpitaux Facultés – Mosson - Cévennes : ACS PROTECT, sise ZAC des Vautes 55 allée St Exupéry 34980 St Gély du Fesc:
 - lot 2 : Croix d'Argent – Prés d'Arènes – Port Marianne : ACS PROTECT, sise ZAC des Vautes 55 allée St Exupéry 34980 St Gély du Fesc:
 - lot 3 : Montpellier Centre : ACS PROTECT, sise ZAC des Vautes 55 allée St Exupéry 34980 St Gély du Fesc:

présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'attribuer le marché « *fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole* » à l'entreprise ACS PROTECT, pour les 3 lots :

- lot 1 : Hôpitaux Facultés – Mosson - Cévennes pour un montant annuel maximum de 250 000 € HT ;
- lot 2 : Croix d'Argent – Prés d'Arènes – Port Marianne pour un montant annuel maximum de 250 000 € HT ;
- lot 3 : Montpellier Centre pour un montant annuel maximum de 140 000 € HT.

Les montants annuels sont identiques pour les périodes de reconduction.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitres 908 et 928.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/06/2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29/06/17

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention d'occupation temporaire du domaine public - Montpellier/Etat - Site de Saint Côme

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre de l'opération Sentinelle visant à protéger le territoire de la menace terroriste, l'État a sollicité de la Commune la mise à disposition de locaux permettant l'installation d'un détachement à Montpellier ;
- Que la Commune dispose du site de Saint Côme (13 rue de l'École Normale) du fait de sa mise à disposition par le CCAS ;
- Que l'État a manifesté son intérêt pour ce site lequel peut être aménagé de manière relativement rapide moyennant quelques travaux ;
- Qu'un projet de convention a été rédigé à cet effet prévoyant une convention d'une durée de 3 ans et une redevance d'occupation mensuelle d'un montant de 6 944 euros correspondant à 50 % des travaux devant être réalisés sur le site (les autres 50% étant assumés par la Commune au vu de l'intérêt général présenté par le projet)

Décide en conséquence :

- De conclure avec l'État une convention d'occupation temporaire du domaine public sur le site de Saint Côme 13, rue de l'École Normale ;
- D'approuver à cet effet la convention jointe en annexe à la présente décision laquelle prévoit notamment une durée de 3 ans et une redevance d'occupation mensuelle de 7 111 euros ;

- D'autoriser le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n° 2993 S17-03 de contrôle technique à
mener sur les ERP de la Ville de Montpellier en
vue des travaux de mise en accessibilité - Période
2017/2020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 17 mars 2017 portant délégation de fonction à M. Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandantant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en accessibilité 87 ERP de la Ville entre 2017 et 2020 ;
- Qu'un contrôleur technique doit être désigné ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, avec un maximum de 120 000 € HT pour une durée de 48 mois ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix : 40 % ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'entreprise BUREAU VERITAS - Immeuble L'optimum, ZAC Blaise Pascal, 450 rue Baden Powel, 34000 MONTPELLIER - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché n° 2993 S17-03 « Marché de contrôle technique à mener sur les ERP de la Ville de Montpellier en vue des travaux de mise en accessibilité – période 2017/2020 » avec l'entreprise BUREAU VERITAS.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, fonctions 900-020 ; 902-213 ; 903-30 ; 904-411 ; 904-422-906-64.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 16/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Cœur

Service Accueil Communication Espace Public

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MONTPELLIER GRAND COEUR
Attribution du marché n° 2907-S17.04, dans le
cadre du mandat confié à la SA3M pour la
réalisation des halles et de la place Laissac,
Accord cadre à bons de commande pour le
dévoiemment et la reprise des réseaux secs place
Alexandre Laissac et rue Anatole France

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que la délibération 2016/6 a désigné la commune de Montpellier comme maître d'ouvrage unique de l'opération des halles et de la place Laissac ;
- Que la décision 2016/0448 a confié un mandat de réalisation à la société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) pour la construction et l'aménagement des halles et de la place Laissac ;
- Qu'il y a lieu de désigner un prestataire pour les travaux de dévoiement et de reprise des réseaux secs place Alexandre Laissac et rue Anatole France pour l'aménagement de la place Laissac et la construction des nouvelles Halles ;
- Qu'une consultation a été passée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation ;
- Que l'accord-cadre est conclu avec un minimum : 70 000.00 € HT et avec un maximum : 180 000.00 € HT
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres ont été les suivants :
 - 60% : Valeur technique de l'offre (appréciée à partir du mémoire justificatif)
 - 40% : Prix de la prestation
- Qu'après analyse, le groupement d'entreprises REEL MEDITERRANEE / ELIT RESEAUX a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'ordonnancement – pilotage - coordination (OPC) au groupement d'entreprises REEL MEDITERRANEE / ELIT RESEAUX;
- Marché numéro : 2907-S17.04 ;
- D'une durée globale d'exécution du marché est de 18 mois à compter de l'ordre de service ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/06/2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 16/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Cœur

Service Accueil Communication Espace Public

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**MONTPELLIER GRAND COEUR
Accord cadre de prestations intellectuelles pour la
réalisation de visuels et contenus de présentation
nécessaire à l'opération Grand Cœur
Marché n° 6C0021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il convient d'actualiser et de rassembler un ensemble de document permettant d'assurer un suivi des actions de la mission Grand Cœur ;
- Que les missions de Grand Cœur nécessitent d'être illustrées dans leurs multiples composantes en lien avec la Direction de la communication ;
- Qu'une consultation a été lancée en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux accords-cadres ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres ont été les suivants :
 - 60 % : valeur technique de l'offre (appréciée à partir du mémoire technique) ;
 - 40 % : prix de la prestation
- Que l'accord-cadre conclu pour une période initiale de 1 an peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans avec un seuil minimum annuel de 1000.00 € H.T. et un seuil maximum annuel de 35 000 .00 € H.T. ;
- Qu'après analyse, la société SOX & FOX a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 6C0021 à la société SOX & FOX pour la réalisation de visuels et contenus de présentation nécessaires à l'opération Grand Cœur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la mission Grand Cœur, CRB 28500, chapitre 928.

Montpellier, le 23/06/2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 27/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente - Avenant n° 2

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, 1^{er} Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature du mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- Vu la décision n° 2017/0058 du 14 février 2017 autorisant la signature d'un avenant n° 1 à ce mandat ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 relatif à ce mandat ;

Considérant :

- Que par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Que par décision n° 2017/0058 du 14 février 2017, un avenant n° 1 à ce mandat a été signé afin qu'il appartienne au mandataire et non au mandant de souscrire tous les contrats d'assurance relatifs au mandat ;
- Qu'un avenant n° 2 à ce mandat est nécessaire car il convient de préciser que le budget d'investissement maximum de travaux est de 50 000 € TTC pour 2017 ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente signé avec la SA3M.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 30/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de location Ville / RAID
Villa 12 impasse Galilée
Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que l'unité « Recherche Assistance Intervention Dissuasion » antenne RAID 34 a sollicité la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de sites pour réaliser des entraînements ;
- Que ces mises à disposition contribuent directement à assurer l'exercice des missions des services de l'Etat chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics ;
- Que la Ville de Montpellier est propriétaire d'une villa située 12 impasse Galilée, qui appartient à son domaine privé et est libre de toute occupation ;

Décide en conséquence :

- De passer une convention de mise à disposition pour la villa susvisée, avec l'antenne RAID 34, à titre gratuit ;

.../...

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché de Coordination Sécurité et de Protection
de la Santé pour la réalisation des travaux de
mise en accessibilité des ERP de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 17 mars 2017 portant délégation de fonction à M. Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage mandatant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en accessibilité 87 ERP de la Ville entre 2017 et 2020 ;
- Que pour la mise en accessibilité des ERP du programme 2017 à 2020, il est nécessaire de désigner trois coordinateurs sécurité et protection de la santé ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, pour une durée de 48 mois à notification du marché, comportant 3 lots :
 - Lot n° 1 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé de travaux de mise en accessibilité de 22 ERP de la Ville de Montpellier

- Lot n° 2 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé de travaux de mise en accessibilité de 41 ERP de la Ville de Montpellier

- Lot n° 3 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé de travaux de mise en accessibilité de 24 ERP de la Ville de Montpellier

Chaque lot ne comporte pas de minimum mais comporte un maximum de 60 000 € HT, au sens des articles 78 et 80 ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix : 40 % ;

- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que les entreprises qui ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses sont, par lot :

- Lot n° 1 : Le groupement ACF-BTP / NOVICAP ayant pour mandataire ACF-BTP - 177 rue du Marbella 34750 VILLENEUVE-LES-MAGUELONE

- Lot n° 2 : L'entreprise DEKRA INDUSTRIAL - Direction Commerciale Région Sud-Ouest, Immeuble Aurélien, BP 43797, 29 Avenue Jean-François Champollion, 31037 TOULOUSE Cedex 1

- Lot n° 3 : L'entreprise PRESENT - Direction Régionale Sud Est, 31 rue Mazenod, 69003 LYON

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché n° 2993 S17-05 « Marché de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé pour la réalisation des travaux à mener sur les ERP de la Ville de Montpellier dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité – période 2017 à 2020 » avec :

- Lot n° 1 : Le groupement ACF-BTP / NOVICAP ayant pour mandataire ACF-BTP

- Lot n° 2 : L'entreprise DEKRA INDUSTRIAL

- Lot n° 3 : L'entreprise PRESENT

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, fonctions 900-020 ; 902-213 ; 903-30 ; 904-411 ; 904-422-906-64.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/07/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 27/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Marché de mission d'accompagnement pour la
mise en œuvre du plan de gestion forestier du
parc zoologique
Marché n° 6B0141
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée.

Considérant :

- Que la Ville a confié au groupement ALCINA/ESKIS un marché n°6 B0141 pour une mission d'accompagnement pour la mise en œuvre du plan de gestion forestier du parc zoologique pour un montant de 44.410 euros HT intitulé « mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestière et de gestion du risque incendie du massif de Lunaret ».
- Qu'un accompagnement complémentaire dans les démarches du zoo auprès des services de l'Etat (DREAL et DRAC), afin d'obtenir les autorisations réglementaires, est nécessaire.
- Qu'il y a donc lieu de confier cet accompagnement à la société ESKIS, co- titulaire du marché.

Décide en conséquence :

Article 1 : De passer un avenant n° 1 au marché n° 6 B0141 - mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestière et de gestion du risque incendie du massif de Lunaret avec la société ESKIS pour un montant de 1.340 euros HT portant ainsi le montant total du marché à 45.750 euros HT soit une augmentation du 3% par rapport au montant initial du marché sur une durée de 10 ans.

Article n° 2 : De modifier l'annexe n°2 de l'acte d'engagement selon les nouveaux prix fixés dans l'avenant.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction du parc de Lunaret de la Ville, chapitre 908.

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 au marché n°6 B0141 avec la société ESKIS, co titulaire du marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/06/2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 27/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Achat d'aliments pour les animaux du parc
zoologique du parc zoologique de Lunaret
Marché n°6D0036**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relatives aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'acheter certains types d'aliments pour nourrir les animaux du zoo ;
- Qu'il est nécessaire de faire appel à un prestataire extérieur ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-1.1° et 66 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la référence 6D0036 « achats d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret ;
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum pour chacun des 8 lots pour une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois.
- Que les critères d'analyse des offres pour chacun des lots pour le jugement des offres étaient les suivants :

LOTS	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	POURCENTAGE
Lot n°1 : paille et foin	1- Prix des prestations	80%
	2- Traçabilité : mode de stockage de la production à la livraison	10%

	3- Performance en matière de protection de l'environnement : mode de culture et démarches internes, certification environnementale	10%
Lot n°2 : Luzerne	1- Prix des prestations	80%
	2- Traçabilité : mode de stockage de la production à la livraison	10%
	3- Performance en matière de protection de l'environnement : mode de culture et démarches internes, certification environnementale	10%
Lot n°3 : Granulés, graines et mélanges	1- Prix des prestations	50%
	2- Traçabilité : suivi des matières premières et du mode de stockage de la production à la livraison du produit transformé	10%
	3- Performance en matière de protection de l'environnement : mode de culture et démarches internes, certification environnementale, gestion des déchets	20%
	4- Qualité des produits (appétence animale, texture et tenue) au regard des échantillons fournis	20%
Lot n°4 : Aliments congelés/ viandes	1- Prix des prestations	80%
	2- Traçabilité : respect de la chaîne du froid de la production à la livraison	10%
	3- Performance en matière de protection de l'environnement : démarche environnementale de l'entreprise, certification environnementale	10%
Lot n°5 : Aliments congelés : poissons et mollusques	1- Prix des prestations	80%
	2- Traçabilité : respect de la chaîne du froid de la production à la livraison	10%
	3- Performance en matière de protection de l'environnement : démarche environnementale de l'entreprise, certification environnementale	10%
Lot n°6 : Viande fraîche et œufs	1- Prix des prestations	80%
	2- Traçabilité : respect de la chaîne du froid de la production à la livraison	10%
	3- Performance en matière de protection de	

	l'environnement : mode d'élevage, démarche environnementale de l'entreprise , certification environnementale	10%
Lot n°7 : Animaux vivants	1- Prix des prestations	60%
	2 -Traçabilité : suivi des végétaux et des conditions de transport depuis la récolte jusqu'à la livraison	10%
	3-Performance en matière de protection de l'environnement : mode d'élevage, démarches internes de l'entreprise, certification environnementale	20%
	4- Qualité des produits (taille conforme, taux de survie) au regard des échantillons fournis	10%
Lot n°8 : fruits et légumes frais	1-Prix des prestations	70%
	2-Traçabilité : suivi des végétaux et des conditions de transport depuis la récolte jusqu'à la livraison	10%
	3-Performance en matière de protection de l'environnement : mode de culture, démarches internes de l'entreprise, certification environnementale	20%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 mars 2017 a attribué le marché pour :
- **Le lot n°3** à l'entreprise SAINT LAURENT SAS domiciliée zone d'activité du bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent présentant l'offre économiquement avantageuse.
- **Le lot n°4** à l'entreprise SAINT LAURENT SAS domiciliée zone d'activité du bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent présentant l'offre économiquement avantageuse.
- **Le lot n°5** à l'entreprise SAINT LAURENT SAS domiciliée zone d'activité du bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent présentant l'offre économiquement avantageuse.
- **Le lot n°7** à l'entreprise SAINT LAURENT SAS domiciliée zone d'activité du bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent présentant l'offre économiquement avantageuse.
- **Le lot n°8** à l'entreprise POMONA TERRE AZUR domiciliée Parc Euroflory-200 rue Alfred Kastler-13133 Berre l'Etang.
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 mars 2017 a déclaré sans suite les lots n°1 et 2 conformément à l'article 98 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour des motifs d'intérêt général tenant tant à des motifs d'incertitudes juridiques qu'à des motifs économiques.
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 mars 2017 a déclaré infructueux le lot n° 6 à défaut d'offre déposée.

Décide en conséquence :

Article 1 :

D'autoriser la signature du marché n°6D0036 –Achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret avec l'entreprise SAINT LAURENT SAS domiciliée zone d'activité du bouillon- 79430 La Chapelle Saint Laurent pour les lots 3, 4, 5 et 7 pour un montant minimum et maximum annuel HT par lot fixé de la manière suivante :

Désignation	Montant mini HT	Montant maxi HT
Lot n°3 : graines et granulés animaux	15.000	60.000
Lot n°4 : Viande	10.000	40.000
Lot n°5 : Poisson et mollusques	5.000	20.000
Lot °7: Animaux vivants	5.000	25.000

Le montant pour chaque lot est identique pour chaque période de reconduction.

- 2- D'autoriser la signature du marché n°6D0036 –Achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret avec l'entreprise POMONA TERRE AZUR (lot n° 8) domiciliée Parc Euroflory-200 rue Alfred Kastler-13133 Berre l'Etang pour un montant minimum annuel HT de 30.000 € et un maximum annuel HT de 90.000 €, le montant étant identique pour chaque période de reconduction.

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an reconductible 3 fois portant la durée totale du marché à 4 ans.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction du Parc de Lunaret de la Ville, chapitre 908 (investissement) ou 928 (fonctionnement).

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le présent marché alloti et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/06/2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
COMMUNE DE MONTPELLIER c/ CELHAY
Katia (APPEL)
Appel de la commune de Montpellier contre le
jugement du Tribunal Administratif de
Montpellier du 31/03/2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un jugement du 31/03/2017, référencé N° 1502142, 1603238, le tribunal administratif de Montpellier a annulé les arrêtés du maire de Montpellier des 25 novembre 2014 et 23 décembre 2015 en tant qu'ils prévoyaient un nombre insuffisant de places de stationnement ;
- Que la commune de Montpellier souhaite interjeter appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 20/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Cotisation au Club des Utilisateurs de Sedit
Marianne pour l'année 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VA/2017/1356 du 15 mai 2017 donnant délégation de signature à M. Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal – Délégué aux Ressources Humaines;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis le logiciel Sedit Marianne de Berger Levraut comme solution de gestion des Ressources Humaines ;
- Qu'elle est adhérente au Club des Utilisateurs de Sedit Marianne afin d'intégrer et d'utiliser son nouveau logiciel au mieux de ses performances et de discuter et d'orienter les choix stratégiques de l'éditeur ;
- Que le montant de la cotisation annuelle s'élève à 550 euros ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation à l'organisme mentionné ci-dessus;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 550 Euros sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville de Montpellier au chapitre 920 - Ligne de Crédit 26099;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut le conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 4 juillet 2017
Monsieur le Conseiller municipal

Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 12 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n° 6B0120 - Maintenance corrective,
adaptative, évolutive des portails multisites
internet-intranet - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance corrective, adaptative et évolutive des portails multisites internet-intranet de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable une fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique : Pondération : 70%, le prix : Pondération : 30% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise **B&D Interactive Eolas située à Grenoble (38000)** présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché **Maintenance corrective, adaptative, évolutive des portails multisites internet-intranet** à l'entreprise **B&D Interactive Eolas**, pour un montant maximum annuel de 80 000 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, chapitre 920 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n° 2993 S17-04 : Marché de diagnostics
avant travaux et avant démolition à mener sur les
E.R.P. de la ville de Montpellier dans le cadre et
en vue des travaux de mise en accessibilité -
période 2017 à 2020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage mandant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 17 mars 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en accessibilité 87 ERP de la Ville entre 2017 et 2020 ;
- Que dans ce cadre, il est nécessaire de désigner un diagnostiqueur avant travaux ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) en valeur de 150 000 € HT, au sens des articles 78 et 80 du décret précité, pour une durée de 48 mois à compter de la notification du marché ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix : 40 % ;

- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'entreprise AC ENVIRONNEMENT - 64 rue Clément Ader – CS 70064 – 42153 RIORGES - présente l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché n° 2993 S17-04 « Marché de diagnostics avant travaux et avant démolition à mener sur les E.R.P. de la ville de Montpellier dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité - période 2017 à 2020 » avec l'entreprise AC ENVIRONNEMENT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitres 900 à 909.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 7 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Déclaration sans suite du marché n°6D0047
"Achat de matériels pour l'entretien des Espaces
Verts"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté N°A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de déclarer sans suite la procédure d'Appel d'Offres « Achat de matériels pour l'entretien des Espaces Verts » n° 6D0047, publiée au BOAMP n° 17-34393 du 5 avril 2017, concernant la mise en valeur du patrimoine végétal de la Ville de Montpellier, Montpellier Métropole Méditerranée, les communes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve les Maguelone.

Décide en conséquence :

- De déclarer sans suite, pour motif d'intérêt général, la procédure d'Appel d'Offres « Achat de matériels pour l'entretien des Espaces Verts » n°6D0047, publiée au BOAMP n°17-34393 du 5 avril 2017 et publiée au JOUE n° 2017/S067-125/775 du 05 avril 2017.
Suite à des données erronées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), il convient de déclarer le marché sans suite.
- De dire que la présente Décision sera notifiée par lettre recommandée à tous les candidats.

Montpellier, le 27/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 27/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché public

Création de deux terrains de padel au complexe sportif de Grammont

N° 7B0038

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté 2017/002 du 21 Mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la création de deux terrains de padel au complexe sportif de Grammont;
- Que la durée du marché est de 1 mois
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et à l'ordonnance n°2015-889 du 23 Juillet 2015 relatifs aux marchés publics sous la forme d'un marché à procédure adaptée
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au vu du mémoire technique = 60%
 - Prix des prestations = 40%

- Qu'après analyse, l'entreprise Kaktus padel, domiciliée au 52 Rue Saint-Georges, 75009 Paris, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « Création de deux terrains de padel au complexe sportif de Grammont » à l'entreprise Kaktus padel, pour un montant de 83 034.66 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, Nature 2113 fonction 412 ligne 28579 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUL. 2017
Monsieur l'Adjoint au Maire

Fabien ABERT

Publiée le : 17 JUL. 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

CONTENTIEUX
Madame Viviane GREL
Recours c/ la décision du 03 janvier 2017 fixant
un taux d'IPP de 5%

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame GREL conteste la décision du 03 janvier 2017 fixant un taux d'IPP de 5% devant le Tribunal Administratif de Montpellier (instance n° 1702300-1) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Etudes et Conception Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché public négocié sans
publicité ni mise en concurrence préalables :
Maintenance et Prestations GMA
Marché N° 7B0043**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier utilise un logiciel de gestion des manifestations et qu'il est nécessaire d'en assurer la maintenance, l'aide technique et l'évolution ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché unique, pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques et tenant à la protection de droits d'exclusivité conformément à l'article 30.I.3 du décret susnommé ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - - Valeur Technique 60%
 - - Prix de la prestation 40%
- Que la société GMA Consulting sise « Les Lauriers » 812 rue Paul Valéry – 84500 BOLLENE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société GMA Consulting, pour une durée d'un an reconductible trois fois, à compter de la date de notification, pour un montant total maximum de 50 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 15/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 16/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention de prêt de matériels

Comité Départemental de l'Hérault de Judo - Ville de Montpellier

Tournoi Scolaire de Judo - 15 Juin 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2017/002 du 21 Mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- que la Ville sollicite le Comité Départemental de l'Hérault de Judo pour la mise à disposition temporaire de tapis le 15/06/2017, dans le cadre du Tournoi Scolaire de Judo au Palais des Sports Pierre de Coubertin ;
- que dans le cadre de ses missions, le Comité Départemental a acquis des tapis de judo financé par le CNDS et ses fonds propres, et met ce matériel à la disposition des clubs et collectivités pour la gestion et l'organisation des manifestations sportives de judo ;
- que le Comité Départemental de l'Hérault de Judo, propriétaire des tapis de judo, accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier, 166 tapis à titre gracieux ;
- que le transport sera pris en charge par la Ville de Montpellier, dans un camion fermé par des professionnels habilités par le Comité ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour la mise à disposition de tapis de judo avec le Comité Départemental de l'Hérault de Judo, dans le cadre du Tournoi Scolaire de Judo au Palais des Sports Pierre de Coubertin ;
- de dire que la dépense de transport sera imputée sur le budget 2017, chapitre 924 (nature 6241) ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 21/06/2017
Monsieur l'Adjoint au Maire

Fabien ABERT

Fabien ABERT
Adjoint au Maire

Délégué à la Jeunesse et aux Sports

Publiée le : 21/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de matériels de
nettoyage.
(N°7B0035)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté N°A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériels de nettoyage répondant aux besoins des Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°7B0035) a été lancée, en date du 04 avril 2017, conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 (Accord Cadre à bons de commande pour un montant total maximum d'achats de 50 000 euros HT), pendant une durée d'exécution allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société SPE SUD, 21 rue de Ratatas, 11000 NARBONNE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat de matériels de nettoyage n° 7B0035 » à l'entreprise SPE SUD pour un montant total maximum de commandes de 50 000.00 euros HT pour une durée d'exécution allant de sa notification au 31 décembre 2017 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de fonctionnement et d'investissement de la Ville, tous chapitres ;

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché « Achat de matériels de nettoyage n° 7B0035 » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 27/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un marché public négocié sans
publicité ni mise en concurrence préalables :
Maintenance et évolution du logiciel Acropolis
(Gestion du courrier)
Marché N° 7B0041**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier utilise le logiciel Acropolis pour la gestion du courrier, que cette solution intervient dans tous les processus de dématérialisation et validation et qu'il est nécessaire d'en assurer l'évolution et la maintenance ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché unique, pour une durée d'un an reconductible deux fois ;
- Que le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques et tenant à la protection de droits d'exclusivité conformément à l'article 30.I.3 du décret susnommé ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - Valeur Technique 60%
 - Prix des prestations 40%
- Que la société ODYSSEE INGENIERIE sise 24 rue du Moulin – 69700 GIVORS a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ODYSSEE INGENIERIE, pour une durée d'un an reconductible deux fois, à compter de la date de notification pour un montant total maximum de 89 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 15/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 16/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ M. et Mme
RAMOND Robert
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0125

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 19/08/16, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à M. et Mme LEPLAIDEUR, visant à procéder à la transformation d'une maison en vue de créer une zone de refuge et modifier une toiture, 58 B avenue St Maurice de Sauret ;
- Que M. et Mme RAMOND Robert ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 02/05/2017 sous le n° 1702117-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;

- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public n°7B0058
Contrat d'exposition et de production de
l'exposition de John Bock à la Panacée**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville présente à la Panacée, du 20 mai au 27 août 2017, une exposition consacrée à John Bock intitulée *Glissade dans la sueur perlée des aisselles* ;
- Que le contrat formalisant les modalités de cette production et exposition ne peut être conclu qu'avec l'artiste lui-même ;
- Que, conformément à l'article 30 I 3° du décret n°2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ce contrat peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;


Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du contrat d'exposition et de production entre la Ville et John Bock, Uferstrasse 8-11, 13357 Berlin, pour un montant de 69 250 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 923.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12.07.2017
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 17.07.2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Parcelle AD 258
Convention de prêt à usage
Ville de Montpellier / Mme DESPLAS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°A-2017/122 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée AD 258, située au Plan des Quatre Seigneurs à Montpellier et qui constitue de la réserve foncière ;
- Que Mme Claire DESPLAS sollicite la mise à disposition de cette parcelle, afin d'y parquer des chevaux.

Décide en conséquence :

- De conclure avec Mme Claire DESPLAS une convention de prêt à usage d'une durée de trois mois, renouvelable tacitement dans la limite de trois ans ;
- Que l'utilisation de cette parcelle est à la seule fin d'y parquer des chevaux ;
- Que cette convention est consentie à titre gracieux ;

.../...

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 7 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**MARCHE 7B0046 - Médiation en vidéo mapping
et jeux vidéo Cœur de Ville en Lumières-
Attribution du marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL GALIANA, Adjointe au Maire

Considérant :

- Que, dans le cadre de l'édition 2017 de Cœur de Ville en Lumières, la Ville souhaite, comme en 2016, faire participer les écoles professionnelles volontaires. Il est donc nécessaire de rechercher un accompagnement sous la forme d'une supervision des projets artistiques ainsi que toute la réalisation technique des réalisations des élèves,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire en 3 lots pour une durée de 7 mois,
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des 3 lots étaient les suivants :

Projet Pédagogique : 30 points

- Description du projet dans laquelle il faudra notamment préciser :
 - Nombre de demi-journées d'intervention prévues dans les écoles
 - Documents et supports pédagogiques mis à disposition

Valeur Technique : 30points

1. Qualité des moyens techniques mis-en œuvre (Tour de projection, vidéoprojecteurs et audio, etc.) : 10 pts
2. Qualité d'intégration esthétique des matériels dans le paysage urbain : 5 pts
3. Moyens humains affectés au projet : 5 pts
4. Planning de conception et de mise en œuvre : 4 pts
5. Moyens proposés pour la prise en compte des aléas climatiques : 2 pts
6. Moyens prévus pour la sécurité du public : 2 pts
7. Moyens mis en œuvre Compensation carbone : 2 pts

Prix : 40 points

- Qu'après analyse :

- Pour le lot 1, l'entreprise IDSCENES, 5 Rue Barthélemy, 34000 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Pour le lot 2, l'entreprise IDSCENES, 5 Rue Barthélemy, 34000 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Pour le lot 3, l'entreprise IDSCENES, 5 Rue Barthélemy, 34000 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché *Médiation en vidéo mapping et jeux vidéo Cœur de Ville en Lumières* à

- Pour le lot 1, l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 15 201.38 euros HT
- Pour le lot 2, l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 18 021.23 euros HT
- Pour le lot 3, l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 17 023.25 euros HT

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 929.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUL. 2017
Madame l'Adjointe au Maire

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 12 JUL. 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un Accord Cadre passé selon une
procédure adaptée pour les achats de tampons.
(N°7B0036)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté N°A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des achats de tampons bois et mécaniques répondant aux besoins des Services techniques et administratifs de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°7B0036) a été lancée, en date du 26 avril 2017, conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 (Accord Cadre à bons de commande pour un montant total maximum d'achats de 60 000 euros HT), pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 80 % pour le prix des prestations et 20% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société EFTG, 537 route de la Menuiserie – ZA les Daguets – 42600 PRALONG a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°7B0036 « Achats de tampons » à l'entreprise EFTG, pour un montant total maximum de commandes de 60 000.00 euros HT pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché «Achats de tampons n° 7B0036 » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 7 juillet 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

CONTENTIEUX
Madame EL BOUKHARI
Recours pour excès de pouvoir contre la décision
du 1er mars 2017 fixant le taux d'IPP à 6%
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame Rachida EL BOUKHARI conteste (instance n°1702505-1) le taux d'IPP fixé à 6% par décision du 1^{er} mars 2017;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention d'occupation temporaire du domaine
public
' Terrain Annexe de Football Mosson 4 '**

**Ville de Montpellier - Association de la Mosquée
IBNO ROCHID (ACMIR)**

27 Juin 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
 - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2017/002 du 21 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- que la Ville est sollicitée par l'association de la Mosquée IBNO ROCHID (ACMIR) pour la mise à disposition temporaire du Terrain Annexe de Football Mosson 4 dans le cadre d'une réunion ;
- que la Ville de Montpellier, propriétaire du Terrain Annexe de Football Mosson 4, accepte de mettre à disposition de l'association de la Mosquée IBNO ROCHID (ACMIR) le Terrain Annexe de Football Mosson 4 pour un montant de 38.90 euros l'heure, conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 ;
- que l'association de la Mosquée IBNO ROCHID (ACMIR) prendra à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation ainsi que l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation;

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour l'utilisation du Terrain Annexe de Football Mosson 4 avec l'association de la Mosquée IBNO ROCHID (ACMIR), le 27 Juin 2017 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 30/06/2017
Monsieur l'Adjoint au Maire

Fabien ABERT

Publiée le : 30/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Urbanisme Opérationnel
Service Foncier Opérationnel

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention d'occupation temporaire du domaine
public par la société Union Matériaux
Place Ernest Granier
Parcelle cadastrée SA 169p**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 17 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint au Maire,

Considérant :

- que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée SA 169 issue du domaine public d'une superficie de 2025 m² située place Ernest Granier ;
- qu'en 2011, la société Union Matériaux, propriétaire de la parcelle SA 170 contigüe, a sollicité la mise à disposition par la Ville d'une partie de la parcelle cadastrée SA 169 afin d'y réaliser des emplacements de stationnement supplémentaires pour sa clientèle et ses employés ;
- que les usages publics de la parcelle cadastrée SA 169, stationnement et circulation des piétons et cycles, ne nécessitent pas, pour l'heure, l'utilisation de la totalité de sa surface ;
- les dispositions de la convention d'autorisation d'occupation du domaine public en date du 14 juin 2011 et notamment son article 9.2 relatif à son renouvellement ;
- le courrier du 8 février 2017 de Monsieur Alexandre Vachet, directeur général de la société Union Matériaux, demandant le renouvellement de ladite convention ;

Décide en conséquence :

- de renouveler dans les mêmes termes la convention du 14 juin 2011 autorisant la société Union Matériaux à occuper temporairement une emprise foncière d'une superficie de 826 m² issue de la parcelle cadastrée SA 169, appartenant au domaine public communal, située place Ernest Granier, pour une durée de 1 an à compter du 14 juin 2017 et moyennant une redevance annuelle de 33040€.

Montpellier, le 30/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 30/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**ASSURANCE
SINISTRE GRELE du 17 août 2016
SERRE AMAZONIENNE**

Indemnité de sinistre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'à la sinistre « grêle » à la Serre Amazonienne le 17 août 2016 des négociations ont été menées avec l'aide du Cabinet GALTIER, expert de la Ville, et le Cabinet ELEX, expert de la Compagnie d'assurance SMACL ;
- Qu'à l'issue de ces négociations la SMACL propose une offre de 19 336,40€ ;
- Que cette offre est raisonnable et conforme aux négociations entreprises dans le respect des intérêts de la Ville au vu des dommages subis.

Décide en conséquence :

- D'accepter le montant de l'indemnité tel précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 19 336,40€ ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 7 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement Programmation
Service Formes Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**ZAC de la Restanque
Parcelles OM35 et OM36
Convention de participation entre la Ville/ la
société PSA RETAIL/SA3M**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2014/99 du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.

Considérant :

- Que la société PSA RETAIL, constructeur, souhaite réaliser la construction de locaux commerciaux situés 905 rue de l'Industrie dans le périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société PSA RETAIL et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées section OM n°35 et 36, objet du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
 - surface de plancher (SDP) envisagée : 105 m² SDP de locaux commerciaux ;
 - Calcul du montant estimé de la participation :

- Base de calcul : 150 €/m² SDP pour les locaux commerciaux ; (valeur : avril 2017) : 105 m² x 150 €
= 15 750 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société PSA RETAIL et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 12 juillet 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 12 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Réaménagement de la zone technique du Parc de
Lunaret
Phase 2: bâtiments: Clinique vétérinaire et
quarantaine
Marché n°6D0020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,
- Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 28 mars 2017.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaménager la zone technique du zoo et de lancer la phase 2 des travaux ayant pour objet la construction de deux bâtiments neufs, à savoir une clinique vétérinaire et un espace de mise en quarantaine ;
- Qu'en conséquence, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, un marché à procédure adaptée a été lancé sous la référence 6D0020 « Zoo du Lunaret : réaménagement de la zone technique - Phase 2 : bâtiments clinique et quarantaine », comportant 11 lots pour une période d'un an non reconductible à compter de sa notification :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Gros œuvre - serrurerie
2	Ouvrages métalliques : charpente - bardage - couverture
3	Etanchéité
4	Menuiseries extérieures
5	Cloisons - doublage - faux plafonds

Lot	Désignation
6	Revêtements de sols et muraux
7	Menuiseries intérieures
8	Peinture
9	Electricité
10	Chauffage ventilation plomberie sanitaire
11	VRD

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient : la valeur technique des prestations (60 %) et le prix (40 %) ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 28 mars 2017, a attribué les marchés aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses, à savoir :

Lot	Désignation	Entreprise retenue	
1	Gros œuvre - serrurerie	DARVER / TECHNICFER	445, Avenue des Razeteurs – 34160 Castries
2	Ouvrages métalliques : charpente - bardage - couverture	STRUCTURE BOIS COUVERTURE SAS	Rue du puits du Marin - Z.A. – 34920 Le Crès
3	Etanchéité	SARL MASSILIA ETANCHEITE	Z.A. de l'Agavon – 1bis rue Emile Zola 13170 Les Pennes Mirabeau
4	Menuiseries extérieures	VIP	420, Avenue Blaise Pascal – Z.A. La Garrigue 34170 Castelnau-le-Lez
5	Cloisons - doublage - faux plafonds	ETS JF CORTINA	22, rue Nelson Mandela – 34070 Montpellier
6	Revêtements de sols et muraux	CONCEPT RESINE MEDITERRANEE – SARL L.A.M.	Zone d'Aménagement concertée du Tech 617, Avenue Clément Ader 30320 Marguerites
7	Menuiseries intérieures	MENUISERIE CARDONET	405, rue des Avants 34270 Saint Mathieu de Tréviers
8	Peinture	SARL ATELIER MEDITERRANEEN	374, avenue Charles Nungesser Zone Fréjorgues Ouest – 34130 Mauguio
9	Electricité	ENGIE-INEO Midi Pyrénées Languedoc-Roussillon	Agence du Languedoc – Z.A. Font de la Banquière Le Météor – BP 20032 – 34872 Lattes Cedex
10	Chauffage ventilation plomberie sanitaire	SARL CAIZERGUES	138, Chemin des Térébinthes – 34830 Clapiers
11	VRD	SAS EUROVIA MEDITERRANEE	Route de Lodève – 34990 Juvignac

Décide en conséquence :

- D'attribuer les lots du marché n° 6D0020 « Zoo du Lunaret : réaménagement de la zone technique - Phase 2 : bâtiments clinique et quarantaine » aux entreprises ci-dessous désignées :

Lot	Désignation	Entreprise retenue	Montant (en € H.T.)
1	Gros œuvre - serrurerie	DARVER / TECHNICFER	1 349 302,46
2	Ouvrages métalliques : charpente - bardage - couverture	STRUCTURE BOIS COUVERTURE SAS	155 778,00
3	Etanchéité	SARL MASSILIA ETANCHEITE	15 850,81
4	Menuiseries extérieures	VIP	122 465,00
5	Cloisons - doublage - faux plafonds	ETS JF CORTINA	40 489,40

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprise retenue</i>	<i>Montant (en € H.T.)</i>
6	Revêtements de sols et muraux	CONCEPT RESINE MEDITERRANEE – SARL L.A.M.	180 676,45
7	Menuiseries intérieures	MENUISERIE CARDONET	19 781,00
8	Peinture	SARL ATELIER MEDITERRANEEN	18 955,90
9	Electricité	ENGIE-INEO Midi Pyrénées Languedoc-Roussillon	109 769,29
10	Chauffage ventilation plomberie sanitaire	SARL CAIZERGUES	270 576,00
11	VRD	SAS EUROVIA MEDITERRANEE	283 503,36

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 juillet 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un marché public négocié sans
publicité ni mise en concurrence préalables :
Maintenance des copieurs de marque TOSHIBA
incluant un coût à la page
Marché N° 7B0040**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que certaines écoles de la Ville de Montpellier sont équipées de copieurs TOSHIBA dont la maintenance et la fourniture de consommables sont absolument nécessaires ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché unique, pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques et tenant à la protection de droits d'exclusivité conformément à l'article 30.I.3 du décret susnommé ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - Valeur Technique 60%
 - Prix des prestations 40%
- Que la société TOSHIBA sise Le Crossroad – 230 rue Pierre Duhem – 13591 AIX en PROVENCE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société TOSHIBA, pour une durée d'un an reconductible trois fois, à compter de la date de notification pour un montant total maximum de 75 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 27/06/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 28/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Urbanisme Opérationnel
Service Foncier Opérationnel

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

DROIT DE PRIORITE
Propriété de l'ETAT
Déclaration d'intention d'aliéner complémentaire
Ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve
Avenue de Lodève
Exercice du droit de priorité

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu les articles L.240-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
 - Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 ;
 - Vu la délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
 - Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme ;
 - Vu la décision n° D2017-194 de Montpellier Méditerranée Métropole du 20 mars 2017 relative à la délégation du droit de priorité consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition des biens suivants : parcelles cadastrées KW n°139 et KW n°154, situées avenue de Lodève à Montpellier ;

Considérant :

- que le 5 mai 2017, l'Etat a adressé à la Ville une déclaration d'intention d'aliéner complémentaire concernant la cession de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve dans le cadre du droit de priorité prévu par l'article L.240-1 du code de l'urbanisme ;

- que cette déclaration vient compléter la cession de la parcelle KW 143 par la cession des parcelles cadastrées KW 139 et 154 d'une contenance de 870 m² en nature de terrain nu ;

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de priorité sur les parcelles objets de la déclaration complémentaire adressée par l'Etat le 5 mai 2017, au prix de 1 € symbolique ;
- que l'acquisition de ces parcelles sera constatée par un acte notarié complémentaire à l'acte d'acquisition de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve du 20 décembre 2016 ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur les crédits inscrits au budget de la Ville ;
- que les biens ainsi acquis par la Ville, seront immédiatement cédés à la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013-2020 en date du 3 décembre 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publiée le : 30/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'acquisition d'un
ensemble numérique de projection pour la salle
RABELAIS.
(N°7B0037)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté N°A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition d'un ensemble numérique de projection pour la salle RABELAIS dans le cadre des manifestations publiques organisées par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°7B0037) a été lancée, en date du 10 mai 2017, conformément aux articles 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, pour une période d'exécution qui se confond avec la durée du marché,
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres, étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société CINEMATELEC, 25 Boulevard Saint Marcel, 13 011 MARSEILLE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un montant de 57 917 € HT.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Acquisition d'un ensemble numérique de projection pour la salle RABELAIS n° 7B0037 » à l'entreprise CINEMATELEC pour un montant total de 57 917.00 € HT pour une période d'exécution qui se confond avec la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget Investissement de la Ville, chapitre 901 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché « Acquisition d'un ensemble numérique de projection pour la salle RABELAIS n° 7B0037 » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 7 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public n°7B0048: convention plan objet
2017, restauration de tableaux et mobiliers des
églises Saint-Denis, Sainte-Eulalie, Saint-Roch et
chapelle de la Miséricorde-attribution du marché
Autorisation de dépôt d'une demande de
subvention auprès de l'Etat, Ministère de la
Culture**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN.

Considérant :

- Que la Ville a, par délibération n°2016/495 du 15 décembre 2016, approuvé la signature de la convention plan objet avec l'Etat, *via* la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (D.R.A.C.), afin de protéger, restaurer et mettre en valeur les œuvres dans les églises ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à lots séparés ordinaire pour une durée de 5 mois à compter de la notification
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique (60%), l'expérience professionnelle (20%) et le prix (20%)
- Qu'après analyse, l'entreprise Moïra Conservation (Mas de la Clape, 34300 le Cap d'Agde) présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 2 (documentation historique et sanitaire, dépoussiérage et conditionnement des textiles, église Sainte-Eulalie) et 3 (conservation de l'orfèvrerie, église Sainte Eulalie, conservation de bannières, églises Saint-Roch et Saint-Denis, restauration d'un chandelier et d'un calice, église Saint-Denis), M. Damien Lachas (31 rue de Saint-Cyr, 69009 Lyon) pour le lot 4 (campagne photographique, église Sainte Eulalie) et le groupement Weissman-Demongeot-Tournillon (2 bis rue Krüger, 84000 Avignon) pour le lot 5 (restauration d'un tableau et de son cadre Vierge à l'Enfant avec Saint Diègue

d'Alcala et Sainte Claire d'Assise, église Sainte-Eulalie et restauration du cadre du portrait d'Anne de Conty d'Argencour, chapelle de la Miséricorde);

- qu'aucune offre n'a été reçue pour le lot 1 ;
- que l'Etat, Ministère de la Culture, a vocation à subventionner ces travaux à hauteur de 40 % de leur montant HT, conformément à la convention plan objet approuvée le 15 décembre 2016

Décide en conséquence :

Article 1 : de déclarer le lot 1 du marché Plan Objet 2017 infructueux et d'attribuer le lot 2 à l'entreprise Moïra Conservation, pour un montant de 11 200 euros HT, le lot 3 à Moïra Conservation pour un montant de 10 975 euros HT, le lot 4 à Damien Lachas pour un montant de 3 400 euros HT et le lot 5 au groupement Weissman-Demongeot-Tournillon pour un montant de 12 310.88 euros HT ;


Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitres 903 et 923.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, à hauteur de 40 % du montant des travaux ;

Article 5 : De dire que le montant de la subvention sera inscrit en recettes sur le budget de la Ville, chapitre 903 et que la somme équivalente à la subvention obtenue sera également inscrite en dépenses sur le CRB des Archives municipales, chargées de la mise en œuvre de l'opération

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 juillet 2017
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 4 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SCI JAS
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0247

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 08/12/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL LEDRU ROLLIN, visant à procéder à la construction d'un bar par changement de destination, 12 Boulevard Ledru Rollin;
- Que la SCI JAS a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 24/05/2017 sous le n° 1702529 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ CAUPERT
François
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0262

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 18/04/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL TERRE DU SOLEIL PROMOTION, visant à procéder à la construction de 5 maisons avec garages et 5 places de parking, 896 rue de la Roqueturière ;
- Que M. CAUPERT François a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 16/06/2017 sous le n° 1702824 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction du Parc de Lunaret
Régie de recettes de la Serre Amazonienne
Augmentation du montant du fond de caisse**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 4407 du 15 juin 2007 relative à l'institution de la régie ;
- Vu la décision n° 4449 du 10 juillet 2007 relative à la création d'un compte de dépôt de fonds et augmentation du montant du fond de caisse ;
- Vu la décision n° 4511 du 6 août 2007 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse ;
- Vu la décision n° 4699 du 13 novembre 2007 relative à la modification de l'objet et des moyens de paiements ;
- Vu la décision n° 2009/338 du 2 juillet 2009 relative à la modification de l'objet ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 26 juin 2017 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'augmenter le montant du fond de caisse.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes « Serre Amazonienne » ;
- Que, article 2, la régie est installée au Parc Zoologique, 50 avenue Agropolis 34090 Montpellier ;
- Que, article 3, la régie encaisse les produits suivants :
 - Les droits d'entrée à la Serre Amazonienne,
 - La vente des plans du Zoo du Lunaret,
 - La location des audio guides ;
- - Que, article 4, les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
 - Numéraire,
 - Chèques,
 - Carte bancaire,
 - Chèque vacances ;
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3 ;
- Que, article 6, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 17 000 € ;
- **Que, article 7, le fond de caisse mis à disposition du régisseur est porté à 4 000€ ;**
- Que, article 8, le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois ;
- Que, article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que, article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 12, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 7 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 7 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction de l' Administration des Ressources
Humaines
Modification de la régie de recettes
"Gestion des tickets restaurants"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu la décision n° 00711 du 29 mars 1991, relative à la création d'une régie de recettes et d'avances « Gestion des tickets restaurants » ;
- Vu la décision n° 00471 du 28 janvier 1997, relative à l'augmentation du montant de l'avance de la régie de recettes et d'avances de la régie gestion des tickets restaurants ;
- Vu la décision n° 00726 du 24 février 2003, relative à la diminution du montant de l'avance de la régie de recettes et d'avances de la régie « gestion des tickets restaurants » ;
- Vu la décision n° 03855 du 11 septembre 2006, relative à la clôture de la régie d'avances de la régie « gestion des tickets restaurants » ;
- Vu la décision n° 2013/0255 du 28 Août 2013 relative à la diminution du montant de l'encaisse autorisée ;
- Vu la décision n° 2015/0272 du 21 juillet 2015 relative à l'ouverture du compte de dépôts de fonds auprès du Trésor Public ;
- Vu l'arrêté n°A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 28 juin 2016 ;

Considérant :

- Que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie « Gestion des tickets restaurants », il convient d'augmenter le montant de l'encaisse autorisée.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes « Gestion des tickets restaurants ».

- Que, article 2, la régie est installée auprès de la Direction de l'Administration des Ressources Humaines, 1 place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2.

- Que, article 3, la régie encaisse les produits suivants :

- Participation salariale des agents à l'achat des Tickets Restaurants, lorsqu'elle n'a pas été retenue sur le salaire

- Que, article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures/ quittances.

- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

- Que, article 6, un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

- Que, article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à **15 000€**.

- Que, article 8, le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

- Que, article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

- Que, article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

- Que, article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.07.2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le :

17.07.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée : Prestations Installation
Maintenance Dépannage Informatique
Marché 7B0051**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a ponctuellement besoin d'un renfort en maintenance installation et dépannage informatique sous la forme d'affectation de techniciens mis à disposition soit de l'équipe d'installation maintenance, soit du centre de service informatique ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : qualité de la prestation 60 %
 - Coût de la prestation 40%
- Qu'après analyse, la société PROSERVIA sise 5 avenue Albert Durand – Bâtiment 4 – 31700 BLAGNAC a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de « Prestations Installation Maintenance Dépannage Informatique » à la société PROSERVIA, pour une durée d'un an, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 88 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 4 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 6 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Utilisation temporaire des statues implantées
dans l'espace public dans le cadre d'une
campagne promotionnelle du club de football
MHSC
Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/009 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Que le club de football MSHC a sollicité l'autorisation de la Ville en vue de procéder à une installation temporaire de maillots sur des statues implantées dans l'espace public, dans le cadre d'une campagne promotionnelle;
- Que la redevance d'occupation du domaine public due pour cette mise à disposition est compensée par les retombées médiatiques pour la Ville induites par cette opération promotionnelle;
- Que cette installation est prévue les 4 et 5 juillet 2017, sur les statues de Louis XIV, de Jean Jaurès et des Trois Grâces ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le club de football MHSC à procéder à l'installation temporaire de maillots sur les statues de Louis XIV, de Jean Jaurès et des Trois Grâces les 4 et 5 juillet 2017 ;
- De dire que la redevance d'occupation du domaine public correspondante est constituée par les retombées médiatiques en faveur de la Ville ;

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29/06/2017
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 29/06/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ DELHOUGNE
Pierre Alexandre
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172
16 00688

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que, par un arrêté du 02/12/2016, Monsieur le Maire de Montpellier a fait opposition à la demande de déclaration préalable de M. DELHOUGNE Pierre Alexandre, visant à procéder au changement de destination d'un local commercial et d'une cave en logement, 9 rue de l'Amandier ;
- Que M. DELHOUGNE Pierre Alexandre a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 29/05/2017 sous le n° 1702532 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6 juillet 2017
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 7 juillet 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché public n° 6D0041
Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix
de Lavit
Lot 1 : Terrassement / Soutènement
Avenant n° 1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 25-I.1° et 67 à 68 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° 2017/0045 du 14 février 2017 relative à l'attribution du marché de travaux n° 6D0041 « Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Lot 1 Terrassement / Soutènement » ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 relatif au marché n° 6D0041, lot 1 « Terrassement / Soutènement » ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 correspondant ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de construire un groupe scolaire au quartier Malbosc / Croix de Lavit ;
- Que pour cela, un premier appel d'offres ouvert a été publié sous la référence n° 6D0041 « Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Lot 1 Terrassement / Soutènement » et a été attribué au groupement BUESA/COFFEX, ayant pour mandataire l'entreprise BUESA ;
- Qu'afin de permettre la réalisation des travaux de terrassement, il est nécessaire de déplacer un poteau électrique aérien situé sur leur emprise et que, pour cela, des études techniques et des travaux complémentaires sont nécessaires ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 relatif au marché 6D0041 « Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Lot 1 - Terrassement / Soutènement » d'un montant de 11 900,00 € H.T, ce qui

porte le montant du marché de 747 001,25 € H.T. à 758 901,25 € H.T, soit une augmentation de 1,59 % du marché initial ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Chapitre 902 – Fonction 213 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.07.2017
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 17.07.2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

